

cyberpresse.ca

LA PRESSE



MICHEL LEPIRE

JUSTE POUR RIRE
J'AI UN BEAU CHÂTEAU
PAGE 1

GOLF
TODD HAMILTON :
UN CHAMPION SANS ÉCLAT
SPORTS PAGE 9



LE NOUVEAU CABINET MARTIN

L'OUEST EN FORCE

Le Québec hérite cependant de ministères importants, dont les Affaires étrangères, le Patrimoine et l'Environnement

« Dès sa formation, ce cabinet est déterminé à agir vite, à fournir une administration inspirée et fiable, et à faire avancer les dossiers qui comptent le plus pour les Canadiens. »

— Paul Martin

Notre drapeau porté par un « séparatiste »...

Nicolas préfère en rire

SIMON DROUIN

Nicolas Gill rigolait lorsque nous l'avons joint en Belgique, hier après-midi. De toute évidence, le judoka montréalais n'est pas ébranlé par le brouhaha entourant la manchette du *Toronto Sun*, qui se scandalisait hier de la nomination d'un Québécois « séparatiste » pour porter le drapeau canadien à la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques d'Athènes, le 13 août.

« C'est un symbole athlétique, pas un symbole politique », a réagi Gill, un brin surpris de l'impact de la chronique rédigée par Steve Simmons, qui critique la décision du Comité olympique canadien de remettre le drapeau à un « séparatiste » avoué.

Le quotidien torontois a placardé sa une d'un titre fracassant : « Notre porte-drapeau a voté pour la séparation du Québec ».

« Évidemment, il y a beaucoup de politique dans le sport à l'interne, mais entre athlètes, c'est vraiment le côté sportif que tout le monde retient, a poursuivi le judoka. Qu'on affirme que je ne méritais pas cet honneur, que d'autres athlètes le méritaient, j'aurais été mal placé pour dire l'inverse. Il y avait énormément de bons candidats. Mais qu'on présente ça sous cet angle-là, c'est un peu poche. »

Le chroniqueur du *Sun* rappelle que, dans une entrevue publiée en 1995 dans le quotidien, Gill reconnaissait avoir voté en faveur de la souveraineté au dernier référendum.

► Voir NICOLAS en A8



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS

Le député de Saint-Laurent—Cartierville, Stéphane Dion, effectue un retour au cabinet en héritant du ministère de l'Environnement. Il reçoit les félicitations du premier ministre Paul Martin, qui l'avait écarté de son premier Conseil des ministres, à la fin de l'an dernier.

Pour la première fois en une décennie, aucun Québécois ne détient de portefeuille économique d'importance

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Les provinces de l'Ouest auront le plein contrôle des cordons de la bourse du gouvernement fédéral dans le cabinet mis sur pied hier par le premier

ministre Paul Martin. Pour la première fois en une décennie, le fédéral n'accorde aucun ministère à caractère économique d'importance à un député du Québec, où le Parti libéral a perdu 16 sièges aux dernières élections.

Trois semaines après avoir été élu à la tête d'un gouvernement minoritaire, M. Martin a cru bon d'avoir recours à l'expérience des Ralph Goodale et Anne McLellan et au sang neuf des Ken Dryden et Ujjal Dosanjh en formant son ca-

binet, qui sera vraisemblablement en poste jusqu'aux prochaines élections, peut-être dans 18 à 24 mois.

En rassemblant les pièces de ce casse-tête, Paul Martin a congédié deux ministres influents, soit Denis Coderre, qui était président du Conseil privé, et David Anderson, à l'Environnement.

► Voir CABINET en A6

L'ombre pesante des frustrés

VINCENT MARISSAL

CHRONIQUE

Au cours des longues semaines qui ont précédé la formation du nouveau Conseil des ministres de Paul Martin, plusieurs de ses conseillers parlaient de la mise sur pied d'un « cabinet de guerre » pour préparer la prochaine campagne électorale. En analysant la liste des exclus et des frustrés de ce jeu de chaises musicales, s'il y a une guerre, elle risque plutôt de se déclarer au sein de son caucus. C'est bien connu, tous les dépu-

tés, sauf quelques sympathiques idéalistes, rêvent de devenir ministre un jour. Il suffit d'entendre les *bitcheries* entre députés dans les conversations privées pour comprendre que l'immense majorité d'entre eux pensent qu'ils sont supérieurs à leur voisin de pupitre aux Communes.

Sachant cela, il est impossible pour un premier ministre de faire plaisir à tout le monde à l'occasion d'un remaniement. Il est toutefois possible — et certainement souhaitable pour le chef d'un gouvernement minoritaire — de limiter le nombre de frustrés. Malgré un effort plus que louable

de la part de Paul Martin (ce n'est pas pour rien qu'il lui a fallu plus de trois semaines pour former son cabinet) pour atteindre un équilibre entre les vétérans et les recrues, entre les hommes et les femmes et entre les régions, il laisse derrière beaucoup de députés amers. Et l'état du Parti libéral au sortir de ces pénibles élections n'est pas un gage de réconciliation, loin s'en faut.

Au premier rang des *back benchers* frustrés : Denis Coderre, évidemment.

► Voir FRUSTRÉS en A7



LIZA FRULLA
FAIT DU CRTC
UNE PRIORITÉ
PAGE A5

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
Denis Coderre peut désormais aller dans tous les chalets qu'il veut.

SOMMAIRE

- Astrologie du jour LP AFFAIRES 9
- Bandes dessinées LP AFFAIRES 14
- Bridge LP AFFAIRES 11
- Carrières LP AFFAIRES 4
- Décès LP AFFAIRES 12, 13
- Feuilleton LP AFFAIRES 13
- Forum A 15
- Horaire télévision ACTUEL 6
- Loteries A 6
- Lucky Luke JUSTE POUR RIRE 7
- Mots croisés LP AFFAIRES 14 et SPORTS 12
- Mot mystère LP AFFAIRES 14
- Observateur LP AFFAIRES 8
- Petites annonces LP AFFAIRES 8 et LP AFFAIRES 2

Météo

Dégagement en avant-midi, maximum 28, minimum 21, plus de détails en page

SPORTS 16



CATARACTE sur mesure.

Aujourd'hui, la chirurgie de la cataracte sur mesure vous permet de viser loin et voir de près, **sans lunettes.**

(514) 288-0088 1-888-844-8888
www.cdom.com

LA CLINIQUE DE L'ŒIL DE MONTRÉAL

LE NOUVEAU CABINET MARTIN

Le nouveau Conseil des ministres

PAUL MARTIN ♦
Premier ministre

À la suite de l'élection d'un gouvernement libéral minoritaire le 28 juin dernier, Paul Martin a présenté hier son deuxième Conseil des ministres en tant que 21^e premier ministre du pays. Député de la circonscription de LaSalle-Émard depuis 1988, il a fait partie des candidats en lice lors de la course à la direction du Parti libéral du Canada en 1990. Lorsque le PLC de Jean Chrétien a pris le pouvoir en 1993, il a été nommé ministre des Finances, poste qu'il a occupé jusqu'en juin 2002. Paul Martin est diplômé de l'école de droit de l'Université de Toronto. Il a auparavant mené une brillante carrière dans le milieu de la finance; il a travaillé chez Power Corporation et a été président de la Canada Steamship Lines.



JEAN LAPIERRE ♦
Ministre des Transports

Après 25 ans d'absence, Jean Lapierre est de retour à la Chambre des communes en tant que ministre des Transports. Élu pour la première fois en 1979, sous la bannière libérale, M. Lapierre a déjà occupé les postes de secrétaire parlementaire et de ministre d'État à la Jeunesse, à la Santé et au Sport amateur. Il a ensuite claqué la porte du parti en 1990 pour participer à la fondation du Bloc québécois. Puis, il a quitté la vie politique pour entreprendre une carrière d'animateur à la radio et à la télé. Pendant toute la durée de son mandat, l'homme de 48 ans risque d'avoir du pain sur la planche. L'achèvement de l'autoroute 30 fera entre autres partie de ses défis. Il devra également tenter d'établir de bons rapports avec plusieurs de ses collègues ontariens, qui continuent de se méfier de son passé souverainiste.

NATHAËLLE MORISSETTE



STÉPHANE DION ♦
Ministre de l'Environnement

À 49 ans, Stéphane Dion est de retour au cabinet en tant que ministre de l'Environnement. Écarté du Conseil des ministres en 2003, le député de Saint-Laurent Cartierville est plus que jamais déterminé à faire sa marque au sein de son nouveau ministère où il sera confronté à plusieurs défis. Il devra entre autres rallier les provinces afin de mettre en oeuvre le protocole de Kyoto. De plus, avec l'arrivée de Jean Lapierre au sein du cabinet, l'ancien ministre des Affaires intergouvernementales devra mettre de l'eau dans son vin afin d'éviter les confrontations avec son collègue qui a une vision fort différente de l'unité canadienne. Il a été élu pour la première fois en 1996 et a occupé les postes de président du Conseil privé ainsi que celui de ministre des Affaires intergouvernementales. M. Dion a également été un acteur important dans les événements qui ont mené à l'adoption de la Loi sur la clarté.

NATHAËLLE MORISSETTE



PIERRE PETTIGREW ♦
Ministre des Affaires étrangères

Pierre Pettigrew rêve d'être ministre des Affaires étrangères depuis qu'il a fait le saut en politique fédérale en 1996. Agé de 53 ans, M. Pettigrew a d'ailleurs été conseiller en politique étrangère auprès de Pierre Trudeau de 1981 à 1984 et a même été directeur de la Commission politique de l'Assemblée de l'OTAN à Bruxelles de 1976 à 1978. Le nouveau chef de la diplomatie canadienne a d'ailleurs une maîtrise en relations internationales de l'Université d'Oxford, en Angleterre. Dans l'immédiat, son principal défi sera de convaincre les Québécois et les Canadiens d'appuyer la participation du Canada au bouclier antimissile proposé par les États-Unis. Il doit aussi revoir de fond en comble toute la politique étrangère dans un contexte de lutte contre le terrorisme et résister à la pression américaine pour harmoniser les politiques en matière d'immigration.

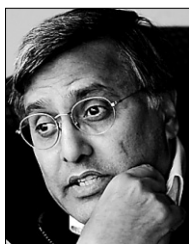
JOËL-DENIS BELLAVANCE



SCOTT BRISON
Ministre des Travaux publics

Ayant rejoint les libéraux de Paul Martin en décembre dernier seulement après avoir fait un pied de nez au Parti conservateur, Scott Brison hérite du ministère des Travaux publics, l'un des plus difficiles à gérer dans la foulée du scandale des commandites. Agé de 37 ans seulement, M. Brison devient le premier député ouvertement homosexuel à faire son entrée au cabinet. Versé dans le domaine des Finances, il était vu comme une étoile montante au sein des conservateurs avant de se joindre au Parti libéral. Son accession rapide au cabinet risque de faire des jaloux chez des libéraux qui attendent impatiemment leur limousine. Le premier défi du nouveau ministre sera de refaire l'image d'intégrité du gouvernement au moment même où la commission d'enquête du juge John Gomery entreprend ses travaux en septembre. Il devra aussi mener à bien l'achat de nouveaux hélicoptères pour remplacer les vétustes Sea King.

JOËL-DENIS BELLAVANCE



UJJAL DOSANJH
Ministre de la Santé

Novice en politique fédérale, Ujjal Dosanjh se retrouve aujourd'hui à la tête de l'un des plus importants ministères du gouvernement Martin qui a fait de la santé sa priorité. Cet ancien néo-démocrate de 57 ans a été procureur général de la Colombie-Britannique de 1995 à 2000, avant de devenir premier ministre de la province jusqu'en mai 2001. Originaire de l'Inde, le diplômé en droit est arrivé au pays en 1968 et s'est principalement fait connaître dans le domaine des droits de la personne. Confronté à plusieurs défis, M. Dosanjh devra notamment préparer le terrain en vue de la conférence sur la santé qui réunira les premiers ministres des provinces à la mi-septembre. Malgré ses antécédents néo-démocrates, il devra aussi résister à la tentation de tout centraliser à Ottawa.

PASCALE BRETON



KEN DRYDEN
Ministre du Développement social

Fraîchement débarqué en politique, cette recrue du Parti libéral est principalement reconnue pour sa brillante carrière de gardien de but. Avec le Canadien de Montréal, de 1971 à 1979, il a aidé son équipe à remporter six coupes Stanley. Considéré comme l'un des meilleurs gardiens de buts de l'histoire, il a été intronisé au Temple de la renommée du hockey avant d'entreprendre une seconde carrière en droit. Président des Maple Leafs de Toronto depuis 1997, le nouveau ministre, qui aura 58 ans dans quelques jours, a démissionné pour se lancer en politique. Il devra maintenant être vite sur ses patins pour assimiler les règles de l'arène fédérale, lui qui s'est vu confier le mandat de mettre sur pied un programme national de garderies calqué sur celui du Québec.

PASCALE BRETON

JACOB AUSTIN
Leader du gouvernement au Sénat

RALPH E. GOODALE
Ministre des Finances

ANNE McLELLAN
Vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile

LUCIENNE ROBILLARD
Présidente du Conseil privé de la reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales

ANDY SCOTT
Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et interlocuteur fédéral auprès des Métis et de Indiens non inscrits

JAMES SCOTT PETERSON
Ministre du Commerce international

ANDREW MITCHELL
Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

WILLIAM GRAHAM
Ministre de la Défense nationale

ALBINA GUARNIERI
Ministre des Anciens Combattants

REGINALD B. ALCOCK
Président du Conseil du Trésor et ministre responsable de la Commission canadienne du blé

GEOFF REGAN
Ministre des Pêches et des Océans

TONY VALERI
Leader du gouvernement à la Chambre des communes

M. AILEEN CARROLL
Ministre de la Coopération internationale

IRWIN COTLER
Ministre de la Justice et procureur général du Canada

JUDY SGRO
Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration

RUBEN JOHN EFFORD
Ministre des Ressources naturelles

LIZA FRULLA ♦
Ministre du Patrimoine canadien et ministre responsable de la Condition féminine

GIUSEPPE VOLPE
Ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences

JOSEPH FRANK FONTANA
Ministre du Travail et du Logement

DAVID EMERSON
Ministre de l'Industrie

RAYMOND SHAN
Ministre d'État (Multiculturalisme)

JOHN McCALLUM
Ministre du Revenu national

JOSEPH McGUIRE
Ministre de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique

JOSEPH ROBERT COMUZZI
Ministre d'État (Initiative fédérale du développement économique dans le nord de l'Ontario)

MAURIL BÉLANGER ♦
Leader adjoint du gouvernement à la Chambre des communes, ministre responsable des langues officielles, ministre responsable de la réforme démocratique et ministre associé de la Défense nationale

CAROLYN BENNETT
Ministre d'État (Santé publique)

JACQUES SAADA ♦
Ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec et ministre responsable de la francophonie

JOHN FERGUSON GODFREY
Ministre d'État (Infrastructure et Collectivités)

TONY IANNO
Ministre d'État (Familles et Aidants naturels)

Paul Martin a nommé 28 secrétaires parlementaires, dont trois au Québec et cinq des provinces maritimes. Le député de Beauce, Claude Drouin, devient secrétaire parlementaire du premier ministre chargé des collectivités rurales. Eleni Bakopanos, députée d'Ahuntsic, obtient le poste de secrétaire parlementaire du ministre du Développement social chargée de l'économie sociale. De son côté, la représentante de Notre-Dame-de-Grâce-Lachine, Marlene Jennings, sera secrétaire parlementaire du premier ministre chargée des relations Canada-États-Unis.

Ottawa prépare l'affrontement, selon le PQ

MARTIN OUELLET
PRESSE CANADIENNE

QUÉBEC — Le nouveau Conseil des ministres du gouvernement Martin, et surtout le retour de Stéphane Dion au cabinet, laissent présager une nouvelle ère de confrontation avec le Québec, estime le Parti québécois.

« Le gouvernement fédéral se donne les moyens de mettre en oeuvre une politique où il va y avoir, de toute évidence, un affrontement Ottawa-Québec », a dit le porte-parole de l'opposition péquiste en matière d'affaires intergouvernementales, Daniel Turp, lors d'une interview accordée hier à la Presse Canadienne.

Selon lui, Ottawa a clairement exprimé sa volonté d'intervenir encore davantage dans les champs de compétence du Québec, comme l'illustre la création des ministères d'État aux Infrastructures et Collectivités, à la Famille et Aidants naturels, et au Travail et Logement.

Même chose dans le domaine de la santé, où les intentions interventionnistes du gouvernement Martin sont on ne peut plus claires, a-t-il ajouté.

« Ni Couillard, (Philippe Couillard, ministre de la Santé), ni Pelletier (Benôit Pelletier, ministre des Affaires intergouvernementales), ni le premier ministre Jean Charest ne pourront accepter ça », a observé le dépu-

té. Aussi, la représentation québécoise au sein du nouveau cabinet fédéral n'annonce aucune volonté de changement, déplore-t-il.

« Il n'y a pas de nouveaux visages, à moins de considérer Jean Lapierre comme un nouveau venu, a-t-il commenté. Tous ces gens nient l'existence du déséquilibre fiscal. »

À cela s'ajoute le retour de Stéphane Dion à la table du Conseil des ministres. Une nomination qui n'augure rien qui vaille, a poursuivi M. Turp.

Il ne faut surtout pas penser que M. Dion se contentera de ses seules responsabilités de ministre de l'Environnement, croit en outre le porte-parole péquiste. Selon lui, M. Dion

voudra sans aucun doute, en coulisse, tirer les ficelles des Affaires intergouvernementales canadiennes, au détriment de la ministre en titre, Lucienne Robillard.

« C'est le ministre fantôme des Affaires intergouvernementales, a-t-il dit. On peut s'inquiéter du pouvoir de M^{me} Robillard quand Dion est là, et que Paul Martin le ramène autour de la table. »

En vacances, le ministre québécois des Affaires intergouvernementales s'est contenté de diffuser un communiqué de presse hier, indiquant « avoir pris acte » de la nominations des nouveaux ministres à Ottawa.

« Notre gouvernement voit dans

l'assermentation du nouveau cabinet fédéral l'occasion de concrétiser la nouvelle ère de relations intergouvernementales tant attendue au Canada », souligne le ministre dans son communiqué.

M. Pelletier rappelle aussi que le déséquilibre fiscal et toutes la question du financement de la santé constituent « de sérieuses problématiques auxquelles il faut répondre impérativement ».

De son côté, l'Action démocratique du Québec a dit souhaiter que le nouveau cabinet Martin ne s'inscrive pas sous le signe de la continuité, « ce que les Québécois ont rejeté le 28 juin dernier ».

LE NOUVEAU CABINET MARTIN



PHOTO JIM YOUNG, REUTERS ©

Jean Lapierre, nouveau ministre des Transports : « On a eu une campagne électorale extrêmement difficile. On a un défi, c'est de reconquérir la confiance des Québécois. Je pense que notre équipe sera en mesure de le faire, mais on a beaucoup de travail devant nous. »

Jean Lapierre compte resserrer les liens au sein du PLC

L'heure de la réconciliation a sonné

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA — De retour sur la scène politique après plusieurs années d'absence, Jean Lapierre fait face à des défis de taille. En plus de se retrouver à la tête du ministère des Transports, le lieutenant de Paul Martin au Québec n'entend rien ménager pour tenter de resserrer les liens au sein des troupes libérales.

« L'unité du parti, c'est une condi-

tion essentielle en politique, surtout si on veut avoir une unité d'action, a-t-il déclaré, peu de temps après l'annonce de la composition du nouveau cabinet. Dans ce sens-là, je vais faire le plus d'efforts possibles. Je rencontre d'ailleurs cette semaine les collègues du caucus et on veut s'assurer que l'unité du parti est refaite. »

Le député d'Outremont a bien l'intention de jouer un rôle-clé pour que cette tentative de rappro-

chement porte fruit. « Je vais proposer quelques exercices à mes collègues au parti. Je voudrais qu'on fasse des rencontres un peu partout dans la province pour s'assurer que les libéraux se sentent bien entre eux et qu'on puisse préparer la nouvelle saison tous ensemble. »

Il devra lui-même mettre en pratique ce qu'il prêche afin d'améliorer ses rapports avec son collègue Stéphane Dion. En effet, les deux hommes sont loin de partager la

même vision du Canada. « Je pense que M. Dion et moi, on va travailler comme des collègues et j'ai eu l'occasion de le connaître plus pendant la campagne électorale et c'est un homme extrêmement travaillant. Je suis convaincu qu'on va finir par s'entendre. »

En ce qui concerne ses collègues de l'Ontario, M. Lapierre devra également mettre de l'eau dans son vin s'il veut gagner leur confiance. Certains se méfient encore de lui en

raison de son implication passée au sein du Bloc québécois.

Conquérir le Québec

Jean Lapierre souhaite également que son parti, qui a perdu 16 sièges dans la Belle Province lors des dernières élections, regagne le cœur des Québécois. « On a eu une campagne électorale extrêmement difficile. On a un défi, c'est de reconquérir la confiance des Québécois. Je pense que notre équipe sera en mesure de le faire, mais on a beaucoup de travail devant nous. »

En ce qui concerne son ministère, M. Lapierre estime que son rôle va bien au-delà des éternelles promesses de construction de routes. Le secteur ferroviaire et la sécurité dans les transports font partie de ses priorités. Il semble d'ailleurs très heureux que le premier ministre lui ait confié les rênes de ce ministère. « Je suis très heureux d'être de retour ici 20 ans plus tard. En 1984, j'avais été assermenté ministre d'État à la Jeunesse et ministre d'État au Sport amateur, ça s'est avéré une *job* d'été. Cette fois-ci, je suis convaincu que ça va être plus long et avec un mandat très intéressant. »

NOUVEAU LEADER DU GOUVERNEMENT AUX COMMUNES

Tony Valeri hérite d'un rôle-clé

JOËL-DENIS BELLAVANCE

OTTAWA — Paul Martin a confié à un allié de la première heure, Tony Valeri, les fonctions importantes de leader du gouvernement à la Chambre des communes pour s'assurer que son gouvernement désormais minoritaire ne soit pas défait à la première occasion par les partis de l'opposition et puisse survivre au moins 18 mois.

M. Valeri, qui était aux commandes du ministère des Transports depuis décembre, devra user de toute la diplomatie possible pour obtenir la collaboration du Parti conservateur, du Bloc québécois et du NPD à la reprise des travaux parlementaires, le 4 octobre.

M. Valeri, qui a permis à Paul Martin de se débarrasser de Sheila Copps, l'ancienne ministre du Patrimoine, en remportant l'assemblée

d'investiture libérale dans la circonscription de Hamilton Stoney-Creek, ne maîtrise toutefois pas le français et sera donc épaulé dans ses fonctions par Mauril Bélanger, le député d'Ottawa-Vanier, qui est leader adjoint du gouvernement aux Communes depuis sept mois.

Hier, M. Valeri s'est dit « flatté » de voir que le premier ministre lui confie un poste aussi important au moment où tous les partis tentent de

composer avec l'élection d'un gouvernement minoritaire, le premier depuis 1979.

« C'est un boulot formidable. Je suis flatté que le premier ministre m'ait demandé de faire ce travail, qui va exiger la collaboration de tout le monde à la Chambre des communes », a déclaré le ministre.

Il a dit avoir déjà travaillé de près avec les autres partis dans le passé lorsqu'il était secrétaire parlementaire

du ministre des Finances et s'est dit convaincu que les électeurs canadiens ne toléreront guère quelque manœuvre que ce soit qui pourrait précipiter le pays dans une autre campagne électorale.

« Nous avons un gouvernement minoritaire et je vais m'assurer qu'il fonctionne dans l'intérêt des Canadiens. (...) J'ai encore des choses à apprendre en matière de procédure, mais on ne peut pas être député à la Chambre des communes sans avoir une certaine connaissance du fonctionnement du Parlement », a-t-il dit.

Cela dit, il a indiqué avoir la ferme intention de travailler à mettre en oeuvre le programme électoral des libéraux et vouloir négocier l'appui des autres partis dossier par dossier.

« Denis Coderre a un avenir prometteur »

— Paul Martin au sujet du ministre déchu

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA — Bien qu'il l'ait évincé du cabinet, le premier ministre

Paul Martin ne tarit pas d'éloges envers Denis Coderre et estime qu'il est voué à un avenir prometteur.

Confronté à des « choix déchirants », M. Martin n'a pas fait de place à l'ancien président du Conseil privé au sein de son nouveau cabinet. « Lorsqu'on fait un cabinet, il y a des choix qui sont très difficiles et j'ai été obligé de faire ces choix très difficiles, a-t-il souligné. Denis Coderre, selon moi, a une carrière très importante devant lui. Il va avoir l'occasion, la possibilité de faire une contribution très marquante pour son pays. »

À la suite de cette annonce, le député de Bourassa a refusé d'accorder des entrevues, mais il a toutefois réagi par écrit. « Faire partie du cabinet, c'est un privilège et c'est au premier ministre seul de décider ceux qui en font

partie ou non. Quant à moi, je suis évidemment déçu aujourd'hui de ne plus en faire partie. Je respecte cependant la décision du premier ministre. »

Cette décision a en fait malgré tout surpris plusieurs. Sous le couvert de l'anonymat, un libéral influent a même affirmé que Denis Coderre était le mieux placé pour rebâtir le parti au Québec, en raison de ses racines profondes au sein du PLC.

Toutefois, plusieurs ministres libéraux du Québec ne croient pas que l'éviction de Denis Coderre engendrera des guerres intestines à l'intérieur même du parti. « On sait qu'un cabinet, ce n'est pas un droit, c'est un privilège, affirme le nouveau ministre des

Transports, Jean Lapierre. J'espère qu'il mettra son énergie au profit du parti qu'il sert si bien depuis tant d'années. J'espère qu'il sera très actif. J'ai eu des conversations avec Denis très régulièrement et j'ai l'intention de lui parler cet après-midi (hier). »

Pierre Pettigrew, maintenant à la barre du ministère des Affaires étrangères, parle également de M. Coderre en des termes très élogieux. « C'est un homme intelligent qui a énormément d'énergie et manifestement, je pense que Denis est un individu qui a un très bel avenir devant lui, a-t-il mentionné. Il va certainement continuer d'être utile dans l'organisation du parti et de contribuer à notre équipe. »

LE NOUVEAU CABINET MARTIN



PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS ©

Le ministre canadien du Développement social, Ken Dryden (à gauche), en discussion avec le nouveau ministre de l'Industrie, David Emerson.

DANS LE DOMAINE DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

Dryden entend jouer en équipe

PASCALE BRETON

OTTAWA—La nouvelle recrue des libéraux, Ken Dryden, devra rapidement faire ses classes en implantant un programme national de garderies, l'un des plus importants engagements électoraux pris par le premier ministre Paul Martin.

Longtemps habitué à stopper les rondelles devant le filet, le nouveau ministre du Développement social se retrouve maintenant au centre de la patinoire. Il entend cependant jouer en équipe, comme il l'a répété à plusieurs reprises hier.

« Sur la question des services de garde, nous avons à travailler en

étroite collaboration avec les provinces, c'est très clair », a affirmé M. Dryden après sa prestation de serment. Un système est toujours plus fort si chacun y met du sien, croit-il.

Les libéraux ont promis de mettre sur pied un programme pancanadien de services de garde qui serait calqué sur l'exemple du Québec. En 1997, le gouvernement québécois a implanté un réseau des centres de la petite enfance offrant un programme éducatif pour les enfants et des places à 5 \$ par jour, aujourd'hui à 7 \$.

« Dans le programme de notre parti, c'est un engagement très clair que le gouvernement libéral a pris », a rappelé M. Dryden en sou-

lignant que le fédéral allait injecter l'argent nécessaire. « Les soins aux enfants et les services de garde sont des sujets qui touchent la population », a ajouté le député-ministre de York-Centre, en Ontario, en précisant qu'il s'agit là d'une belle opportunité de développer un véritable réseau à la grandeur du pays.

Le nouveau venu n'a encore aucune expérience sur la scène politique, mais il a fait ses classes dans le domaine social depuis plusieurs années. Gardien de but du Canadien de Montréal de 1971 à 1979, M. Dryden a aidé son équipe à gagner six coupes Stanley avant d'entreprendre une seconde carrière en droit.

C'est au cours de toutes ces an-

nées qu'il a tissé des liens dans le domaine social en oeuvrant auprès de plusieurs organismes communautaires et groupes de jeunes. Il a notamment été commissaire à la jeunesse de l'Ontario de 1984 à 1986, en plus d'avoir créé une bourse d'études permettant aux élèves qui vivent en famille d'accueil d'accéder aux études supérieures.

Cette implication sera bénéfique pour faire face aux nouveaux défis qui l'attendent en politique. « J'ai travaillé avec des groupes de bénévoles, de familles et d'enfants. C'est un domaine dans lequel j'aime travailler, c'est un bagage qui pourra me servir », a souligné M. Dryden avec enthousiasme.

Des frictions à prévoir dans la santé

PASCALE BRETON

OTTAWA — La nomination du nouveau ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, laisse entrevoir d'importantes frictions avec certaines provinces, notamment l'Alberta, au sujet de la prestation des services de santé.

Quelques minutes après avoir prêté serment hier, celui qui détient maintenant l'un des plus importants portefeuilles du cabinet Martin a déclaré qu'il comptait endiguer le développement du secteur privé au Canada en matière de soins de santé. Il veut plutôt travailler à renforcer le système public.

« Ce que nous avons à faire est de contenir la privatisation des soins de santé au Canada et plutôt étendre la délivrance des services de

santé publics. Nous avons un système de soins de santé qui est paralysé actuellement », a indiqué M. Dosanjh. Il a toutefois refusé de préciser s'il comptait pénaliser financièrement les provinces qui seraient tentées de s'aventurer davantage dans la voie du privé.

La question des soins de santé a suscité un vif débat au cours de la récente campagne électorale. À quelques reprises, le premier ministre Paul Martin a même comparé le chef conservateur, Stephen Harper, au premier ministre albertain, Ralph Klein, qui préparait alors une réforme majeure du régime de soins de santé de sa province qui allait à l'encontre de la Loi canadienne sur la santé.

En dévoilant sa nouvelle politique le 30 juin, deux jours après le scrutin, M. Klein a notamment annoncé

l'imposition de tickets modérateurs ainsi qu'une surtaxe pour les soins de santé et davantage de privatisation. Une consultation publique est prévue à l'automne, mais déjà plusieurs voix s'élèvent pour critiquer cette violation de la loi canadienne.

Hier, le nouveau ministre de la Santé a dit vouloir attendre de rencontrer son équipe et de prendre connaissance des dossiers avant de se prononcer sur la question.

Le député-ministre de Vancouver-Sud a passablement de pain sur la planche, lui qui doit préparer l'importante conférence sur la santé qui réunira les premiers ministres des provinces et le fédéral à la mi-septembre.

Cette rencontre, un engagement électoral de Paul Martin, doit permettre aux premiers ministres de discuter d'une solution durable aux

problèmes récurrents qui minent le système de santé public au Canada et de convenir d'un échéancier.

D'ici là, M. Dosanjh promet de discuter personnellement avec chacun des ministres de la Santé des provinces, comme l'a d'ailleurs fait lui-même Paul Martin avec ses homologues provinciaux, afin de préparer le terrain.

« Ce qui est important, c'est que tout le monde travaille à améliorer le système de santé public au Canada. (...) Je veux qu'on travaille ensemble pour s'assurer que nous aurons le meilleur système de santé », a affirmé le ministre hier.

À ce sujet, il se dit d'ailleurs persuadé que son expérience à titre de premier ministre (néo-démocrate) de la Colombie-Britannique, de février 2000 à mai 2001, lui sera utile.

Des choix « rassurants »

Le milieu québécois des affaires trouve « rassurante » la stratégie de Paul Martin qui a décidé de confier les portefeuilles économiques à des gens dont l'expérience politique ou économique n'est plus à démontrer. « Ce nouveau cabinet constitue un atout supplémentaire pour mieux positionner l'économie canadienne sur l'échiquier international », a estimé le président du Conseil du patronat du Québec, Gilles Tailon, qui espère voir la « collaboration » entre les gouvernements plutôt que la confrontation triompher à Ottawa. Le CPQ a néanmoins mis les libéraux en garde contre la tentation de dépenser plus pour assurer la stabilité de leur gouvernement minoritaire. Pour sa part, le Conseil canadien des chefs d'entreprise, qui regroupe les dirigeants de quelque 150 des plus grandes compagnies actives au pays, s'est réjoui de voir « certains nouveaux talents d'exception » côtoyer au cabinet les « solides ministres d'expérience ». Ces enjeux préoccupent aussi les Manufacturiers exportateurs du Québec (MEQ) qui saluent les choix du premier ministre.

Rien de bon pour la CSN

La CSN ne voit vraiment pas ce qu'il y a de bon à attendre du nouveau cabinet Martin au regard du déséquilibre fiscal, de la santé et de la question québécoise. Au point où la CSN se demande si le premier ministre n'a pas formé un cabinet préélectoral visant à gagner la faveur des Canadiens de l'Ouest et des Maritimes au détriment de ceux de l'Ontario et en oubliant les préoccupations du Québec, a commenté hier le premier vice-président de la CSN, Louis Roy. « Mme (Lucienne) Robillard continue à parler de société distincte au lieu de reconnaître que le Québec constitue une nation au sein de la confédération », a fait valoir le porte-parole de la CSN, par voie de communiqué. Pour ce qui est du déséquilibre fiscal entre Ottawa et le Québec, « aucun des ministres actuels n'a admis l'existence de ce fait reconnu partout au Canada. Le ministre des Finances, Ralph Goodale, a toujours nié cette situation inéquitable », fait-il remarquer. En santé, la vision centralisatrice du ministre Dosanjh et son comportement dans les négociations entre le fédéral et les provinces sur le financement de la santé et des services sociaux ne sont pas de bon augure, évalue la CSN. Pour sa part, le Congrès du travail du Canada, par la voix de son président Ken Georgetti, a profité de l'occasion pour formuler ses attentes au nouveau cabinet, plutôt qu'en évaluer la composition.

Tremblay fier de la représentation de Montréal

Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a tenu à souligner hier l'importance des élus de la grande région de Montréal et des villes canadiennes dans le nouveau cabinet Martin. Il a dit en outre s'attendre à ce que le titulaire du nouveau ministère d'État Infrastructure et Collectivités (John Godfrey) exerce ses fonctions dans le respect des compétences du gouvernement du Québec en matière d'affaires municipales.

COUPE ROGERS^{MC}

BILLETTS À PARTIR DE 10 \$
Réservez vos places DÈS MAINTENANT !

31 juillet au 8 août 2004

STADE UNIPRIX
MONTRÉAL

Québec

BANQUE
LAURENTIENNE(514) 790-1245
1-800-361-4595

couperogers.com



LE NOUVEAU CABINET MARTIN

Stéphane Dion rentre en force

NATHAËLLE MORISSETTE

OTTAWA — Après avoir payé cher le prix de sa fidélité envers Jean Chrétien, Stéphane Dion est revenu dans les bonnes grâces de Paul Martin, qui l'a réintégré au sein du cabinet en tant que ministre de l'Environnement. Écarté du Conseil des ministres en décembre 2003, après la nomination du nouveau chef libéral, M. Dion effectue maintenant un retour en force.

Le premier ministre semble donc avoir cédé aux pressions de plusieurs députés libéraux de l'Ontario qui souhaitent ardemment que Stéphane Dion se retrouve à nouveau au sein du Conseil des ministres. En effet, ceux-ci lui vouent une grande admiration en raison de son rôle-clé dans l'adoption du projet de loi sur la clarté référendaire.

Ainsi, l'heure de la réconciliation a sonné entre Stéphane Dion et Paul Martin, qui semblent tous les deux déterminés à enterrer la hache de guerre. Lors de sa déclaration suivant l'annonce de la composition du Conseil des ministres, le député de Saint-Laurent—Cartierville a lancé un message clair à tous les libéraux du pays. « Vous aurez toujours une raison de vouloir diviser le parti, mais vous avez des milliers de raisons de vouloir le garder fort et uni. »

Joueur d'équipe

Bien qu'il ait été un fidèle partisan de Jean Chrétien, il semble plus que jamais déterminé à travailler de concert avec Paul Martin. « Pendant huit ans comme ministre, j'ai servi tous les Canadiens avec conviction et détermination sous le leadership du premier ministre Jean Chrétien. Je suis fier et honoré d'avoir l'occasion de faire la même chose sous le leadership du premier ministre Paul Martin. Je me flatte de croire qu'il a vu en moi les compétences requises pour être ministre de l'Environnement du Canada. »

« Je crois que Stéphane a certainement des connaissances très profondes et on va les utiliser », a pour sa part mentionné le premier ministre.

Vers Kyoto

Visiblement heureux de se retrouver à la tête de ce ministère, Stéphane Dion a bien l'intention de tenter de rallier les provinces afin de mettre en oeuvre le protocole de Kyoto. C'est par ses politiques environnementales que M. Dion souhaite rebâtir les ponts avec les Québécois qui n'ont fait élire que 21 députés libéraux lors des dernières élections. « Les Québécois veulent une politique environnementale très poussée », affirme-t-il.

Pierre Pettigrew abonde dans le sens de son collègue. Il estime que l'environnement se situe au coeur des préoccupations des Québécois. « On sort d'une campagne électorale où j'ai remarqué qu'un très grand nombre de jeunes Québécois sont très intéressés par le dossier de l'environnement, mentionne le nouveau ministre des Affaires étrangères. J'ai souvent dit que le thème des passions politiques était moins important auprès de la jeunesse, notamment au Québec. Je pense que le dossier de l'environnement est vraiment au coeur de ce renouvellement de la pensée chez les jeunes. »



PHOTO PRESSE CANADIENNE ©

Liza Frulla a prêté serment, hier, à Rideau Hall, sous le regard de la gouverneure générale Adrienne Clarkson et du premier ministre Paul Martin.

Liza Frulla a le CRTC dans le collimateur

La nouvelle ministre du Patrimoine examinera le dossier de la station CHOI-FM

PASCALE BRETON et RAPHAËLLE DEROME

OTTAWA — La ministre du Patrimoine, Liza Frulla, promet de s'attaquer rapidement à un dossier important de son nouveau portefeuille : la révision du fonctionnement du CRTC dans la foulée des récentes décisions concernant CHOI-FM et la télévision publique italienne RAI.

La nécessité de revoir le rôle de l'organisme figure parmi les priorités auxquelles elle compte consacrer ses énergies dès les prochaines semaines. Mme Frulla souhaite également obtenir un avis légal par rapport à la récente décision de l'organisme de retirer sa licence à la station radiophonique de Québec, CHOI-FM.

Au même moment, le propriétaire de la station, Patrice Demers, écrivait à Mme Frulla pour demander formellement au cabinet fédéral d'annuler la décision de l'organisme réglementaire, ou à tout le moins de la faire réviser.

« Il ne fait aucun doute que le CRTC outrepassé largement son mandat en portant un jugement sur le contenu verbal diffusé à CHOI-FM, a déclaré M. Demers, président de la firme Genex, dans un communiqué. Ce précédent interpelle direc-

tement le gouvernement canadien, car il met en cause les principes de la liberté d'expression et de la liberté de presse. CHOI-FM est écouté par plus de 380 500 auditeurs chaque semaine; le gouvernement se doit d'entendre leur appel. »

En vertu du décret du CRTC, CHOI devra fermer ses portes le 31 août.

Sans répondre directement à la demande d'appel de Genex, la ministre Frulla a affirmé, dès sa sortie de la cérémonie de prestation de serment à Rideau Hall, qu'elle examinerait le dossier avec ses hauts fonctionnaires.

« Le premier ministre m'a demandé de lui fournir le plus rapidement possible des recommandations (...). Il y a une ouverture de la part du CRTC, qui veut revoir l'ensemble de sa politique, surtout au plan des télévisions et des télévisions dites en langue étrangère », a indiqué Mme Frulla en rappelant par la même occasion ses origines italiennes.

Le CRTC a refusé l'entrée au Canada jeudi dernier de la chaîne italienne RAI International.

La députée de Jeanne-Le Ber, qui a effectué un retour en politique en 2002 lors d'une élection complémentaire, a d'abord été nommée ministre du Développement social en décembre, dans le premier cabinet Martin.

Hier, elle semblait visiblement ra-

vie de sa nouvelle nomination. « Le Patrimoine, ce n'est pas qu'une position, qu'un ministère pour moi. C'est une passion et le rêve d'une vie », a affirmé Mme Frulla d'entrée de jeu.

Après avoir prêté serment hier à titre de ministre du Patrimoine, un titre qu'elle convoitait depuis longtemps, Mme Frulla s'est également engagée à promouvoir la culture québécoise et canadienne.

« Pour moi, (la culture) est un outil de souveraineté et d'indépendance par rapport aux autres pays, notamment aux États-Unis. Il s'agit maintenant de faire en sorte que la culture devienne LA priorité du gouvernement. Pour moi, ce sera la plus importante », a-t-elle déclaré.

La nomination de la nouvelle ministre du Patrimoine a par ailleurs été bien accueillie hier dans le milieu culturel. Celle qui a travaillé de longues années dans le milieu des communications et qui a été députée une dizaine d'années, de 1989 à 1998, à l'Assemblée nationale du Québec, chapeautant notamment le ministère de la Culture et des Communications, est appréciée pour sa bonne connaissance des enjeux culturels.

« Mme Frulla a laissé un excellent souvenir de son passage au ministè-

re de la Culture du Québec, en particulier dans le domaine de l'édition, puisqu'elle avait réussi à faire éliminer la TVQ sur les achats de livres », se rappelle Denis Vaugeois, président de l'Association nationale des éditeurs de livres.

Selon Marc Blondeau, président de l'Association québécoise des éditeurs de magazines, la ministre « a toujours défendu ses dossiers avec passion, compétence et finesse. »

Cette nomination est aussi applaudie à Radio-Canada. Selon Jason McDonald, porte-parole de la société d'État, « Mme Frulla a une bonne compréhension du rôle d'un diffuseur public. »

Guy Fournier, qui préside l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision, se réjouit également. « Il m'apparaissait important que le ministre du Patrimoine soit quelqu'un du Québec parce qu'au pays, la culture francophone est toujours un peu plus fragile. »

Le président de la Société des musées québécois, Carl Johnson, craint toutefois que Mme Frulla ait peu de marge de manoeuvre. « Il reste à voir comment elle pourra manoeuvrer au sein du cabinet et d'un gouvernement minoritaire. »

Avec la Presse Canadienne



En route pour une ville olympique!

Courez la chance de gagner 1 des 3 voyages dans la ville olympique de votre choix: Barcelone, Nagano ou Sydney. Pour participer, encouragez nos athlètes à Athènes sur bell.ca/athlete



Aucun achat requis. 53 prix à gagner d'une valeur allant de 1 100\$ à 9 880\$ chacun. Chaque voyage est pour 2 personnes. La date de clôture est le 29 août 2004. Un prix secondaire sera tiré quotidiennement pendant 50 jours. Le concours est ouvert aux résidents canadiens qui ont atteint l'âge de la majorité dans leur lieu de résidence. Règlement du concours sur www.bell.ca/athlete. © Marque officielle du Comité olympique canadien.



Bell est fière de commander l'équipe olympique canadienne.



Et bien simple.™

LE NOUVEAU CABINET MARTIN

L'Ouest en force

CABINET suite de la page 1

« Le nouveau cabinet assermenté mettra à profit l'expérience des ministres déjà en place et le talent de nouveaux ministres qui viennent de partout au Canada. Il est clair, d'après les élections, que les Canadiens s'attendent à ce que notre gouvernement fasse mieux. Nous avons bien entendu ce message et nous le garderons à l'esprit », a déclaré Paul Martin à l'issue de la cérémonie de prestation de serment.

En tout, le nouveau cabinet comptera 38 ministres en plus du premier ministre, soit le même nombre qu'avant. Le Québec aura sept ministres à la table du cabinet, l'Ontario 16, et les provinces de l'Ouest huit, dont cinq provenant de la Colombie-Britannique.

Mais pour la première fois depuis que les libéraux sont au pouvoir, ce

sont les élus des provinces de l'Ouest qui détiendront tous les ministères à caractère économique. Ainsi, Ralph Goodale, de la Saskatchewan, conserve les Finances, Reg Alcock, du Manitoba, demeure président du Conseil du Trésor, et David Emerson, l'ancien dirigeant de la compagnie forestière Canfor, de la Colombie-Britannique, hérite du ministère de l'Industrie de Lucienne Robillard, qui passe aux Affaires intergouvernementales.

En outre, le ministre de la Santé, Ujjal Dosanjh, vient de la Colombie-Britannique, tandis que la vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique, Anne McLellan, représente l'Alberta.

L'Ontario obtient en tout trois ministères à vocation économique. Jim Peterson conserve le Commerce international, Joe Volpe demeure ministre du Développement des ressources humaines tandis que John McCallum

reprend du galon en héritant du ministère du Revenu après un purgatoire de sept mois au ministère des Anciens Combattants, désormais entre les mains d'Albina Guarnieri. De plus, M. McCallum présidera le puissant comité du cabinet chargé de revoir les dépenses de programme du gouvernement.

Le Québec qui, à une époque, a déjà eu à la table du cabinet un ministre des Finances (Paul Martin), une présidente du Conseil du Trésor (Lucienne Robillard) et un ministre du Revenu (Martin Cauchon), doit maintenant se contenter du ministère des Transports, qui revient au lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, et de l'Agence de développement économique pour les régions du Québec, poste qui a été confié à Jacques Saada.

Les autres ministres du Québec sont Pierre Pettigrew, qui passe de la Santé aux Affaires étrangères, Stéphane Dion, qui effectue un retour au cabinet en obtenant l'Environnement, Irwin Cotler, qui reste à la Justice, et Liza Frulla, qui obtient le Patrimoine après avoir passé sept mois à la tête du nouveau ministère du Développement social. Denis Paradis, qui était ministre d'État aux Institutions financières, est évincé du cabinet. Résultat : il n'y a aucun ministre québécois venant de l'extérieur de la région de Montréal.

Hier, Paul Martin s'est défendu d'avoir favorisé une région du pays au détriment d'une autre en formant son cabinet. « Toutes les régions sont bien représentées. (...) Nous avons une équipe au Québec qui est très forte et qui va continuer de jouer un

rôle-clé au sein du gouvernement national. Il faut dire aussi que le premier ministre vient du Québec », a-t-il déclaré.

Durant la dernière campagne électorale, toutefois, M. Martin a déclaré à plus d'une reprise vouloir contrer le sentiment d'aliénation dans les provinces de l'Ouest où les libéraux ne comptent que 14 des 92 sièges. Il a même soutenu qu'il considérera comme un échec son règne comme premier ministre s'il ne réussit pas à faire en sorte qu'Ottawa réponde davantage aux aspirations de ces provinces.

Au sujet du congédiement de Denis Coderre, le premier ministre s'est contenté de dire que l'ex-président du Conseil privé a toujours une brillante carrière en politique malgré tout. En privé, toutefois, les proches collaborateurs du premier ministre estiment que le gouvernement libéral aurait pu souffrir de la présence de M. Coderre au cabinet, compte tenu que la commission d'enquête du juge John Gomery entreprendra ses travaux sur le scandale des commandites en septembre et que M. Coderre a entretenu des liens étroits avec certains présidents d'agences de publicité éclaboussées par ce scandale.

« Lorsqu'on fait un cabinet, il y a des choix qui sont très difficiles. J'ai été obligé de faire ces choix très difficiles. Mais je dois vous dire que Denis Coderre, selon moi, a une carrière très importante devant lui. Il va avoir l'opportunité de faire une contribution très marquante pour son pays », a soutenu M. Martin.

De son côté, Jean Lapierre a indiqué qu'il souhaite que Denis Coderre, qui

a sillonné le Québec durant la dernière campagne pour donner un coup de main aux candidats libéraux en difficulté, mette ses talents d'organisateur à contribution pour rebâtir le Parti libéral dans la province. M. Lapierre compte s'entretenir à ce sujet avec l'ex-ministre au cours des prochaines heures.

Parmi les autres changements importants annoncés hier, Bill Graham, responsable de la diplomatie canadienne depuis deux ans et demi, obtient le ministère de la Défense ; Andy Scott est promu aux Affaires indiennes d'Andy Mitchell, qui passe à l'Agriculture ; Tony Valeri se voit confier le poste névralgique de leader du gouvernement à la Chambre des communes ; Ken Dryden, l'ancien gardien étoile du Canadien de Montréal, accède au cabinet en devenant ministre du Développement social ; l'Ontarien Joe Fontana fait son entrée au cabinet comme ministre du Travail, tout comme Scott Brison, l'ancien député conservateur de la Nouvelle-Écosse, qui devient ministre des Travaux publics.

Les Geoff Regan (Pêches), Judy Sgro (Immigration), John Efford (Ressources naturelles), et Joe McGuire (Agence de promotion économique du Canada atlantique) conservent leurs fonctions. M. Martin a aussi nommé hier 28 secrétaires parlementaires, dont trois du Québec.

Le cabinet se réunira pour la première fois ce matin. « Ce cabinet est déterminé à agir vite, à fournir une administration inspirée et fiable, et à faire avancer les dossiers qui comptent le plus pour les Canadiens » a déclaré Paul Martin.



VOUS LE MÉRITEZ BIEN!
Zytco Solarium
VISITEZ NOTRE SALLE DE MONTRE ESTIMATION SANS FRAIS
4940 CHEMIN BOIS-FRANC, ST-LAURENT, QC, H4S 1A7
514-335-2050
800-361-9232
WWW.ZYTCO.COM

LA PRESSE AFFAIRES
Tous les jours dans **LA PRESSE**

Camry 2004 
TOYOTA
un coup de cœur sans fin

Vous attendez le bon moment pour vous acheter une Camry? Ça y est!



- Moteur 4 cylindres de 157 ch
- Transmission automatique quatre rapports à commande électronique
- Technologie de moteur à l'avant-garde de l'industrie (VVT-i)
- Banquette arrière divisée 60/40 à dossiers rabattables
- Système audio AM-FM 6 haut-parleurs, cassette et CD
- Cote autorisée de véhicule à émissions ultra faibles (ULEV)
- Qualité légendaire Toyota

Location à partir de **279\$** par mois, 48 mois*
2 mensualités gratuites et aucun dépôt de garantie à la location[†] ou crédit à l'achat équivalent à 2 mensualités de location^{††}

ou financement à l'achat de **1,9%** jusqu'à 36 mois**

viens chercher ton volant!
ÉQUIPE TOYOTA

consommation de carburant **10,1** L/100km VILLE †††
6,7 L/100km ROUTE

Voyez le concessionnaire Accès Toyota de votre voisinage dès aujourd'hui. Une expérience d'achat tellement plus sympa. Ou encore, visitez le [acces.toyota.ca](http://www.acces.toyota.ca) ou composez le **1 888 Toyota-8**.

Programmes de location au détail et de financement à l'achat sur approbation de crédit de Toyota Services Financiers. ††† Selon le Guide de consommation de carburant 2004 publié par Ressources naturelles Canada. *La location est basée sur une location-bail de 48 mois et un taux de location de 4,5 % pour une Camry LE 2004 4 cylindres (modèle BE32KP-A avec transmission automatique), avec acompte de 4 097 \$. † Première et deuxième mensualités de 0 \$ sur les modèles Camry 2004 neufs en stock (à l'exception de la Camry Solara 2004), pour des termes de location de 48 mois. Dans l'éventualité qu'un client désire avoir un terme de location moindre que 48 mois, un rabais représentant le coût de deux mensualités basées sur un terme de 48 mois sera accordé. Aucun dépôt de garantie. Obligation totale de 17 489 \$ et option d'achat de 11 408 \$. Basé sur un maximum de 96 000 km; des frais de 0,10 \$ s'appliquent pour chaque kilomètre supplémentaire, s'il y a lieu. Calculé à partir du PDSF de 24 800 \$. Le coût total de la location comprend un maximum de 1 110 \$ pour frais de transport et de préparation. Immatriculation, assurance et taxes applicables en sus. ††† Crédit à l'achat équivalent à deux mensualités de location basées sur un terme de 48 mois, applicable au financement à l'achat des modèles Camry 2004 neufs en stock (à l'exception de la Camry Solara 2004). **Exemple de financement : 20 000 \$ à 1,9 % par an équivaut à 571,98 \$ par mois pendant 36 mois. Frais d'emprunt de 591,24 \$ pour un total de 20 591,24 \$. Offres valables sur toutes les Camry LE 2004 4 cylindres (modèle BE32KP-A) louées ou financées avant le 3 août 2004. Certaines conditions s'appliquent. Un concessionnaire Toyota est libre d'établir ses propres prix de détail et ne subira aucune réclamation s'il choisit de vendre à un prix inférieur à ceux indiqués dans cette annonce. Pour de plus amples renseignements, voyez votre concessionnaire participant Accès Toyota, composez le 1 888 TOYOTA-8 ou consultez le www.acces.toyota.ca

Agriculture: le ministre attendu...

ARIANE KROL

Vache folle, OMC, revenus, les fermiers québécois attendent le nouveau ministre fédéral de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, Andrew Mitchell, de pied ferme.

« On n'attendra pas six mois qu'il fasse le tour du propriétaire », a déclaré hier le président de l'Union des producteurs agricoles, Laurent Pellerin.

Il envisage d'inviter le nouveau ministre à la réunion de la Fédération canadienne de l'agriculture, à Québec, la semaine prochaine.

Laurent Pellerin voit d'un bon oeil la nomination d'Andrew Mitchell, avec qui il avait déjà eu affaire lorsqu'il était secrétaire d'État au développement rural, mais il aurait encore mieux aimé que son prédécesseur, Bob Speller, soit reconduit, même s'il n'a pas été réélu, puisqu'il y aura de nouvelles élections dans peu de temps.

L'UPA demande au ministre de réviser le Cadre stratégique agricole canadien, comme l'a promis Lyle Vanclief, et de défendre la gestion de l'offre, qui se discute devant l'Organisation mondiale du commerce à Genève.

Le syndicat agricole réclame aussi une enquête sur les marges bénéficiaires des abattoirs bovins, qui ont beaucoup réduit le prix payé aux producteurs depuis la découverte d'un cas de maladie de la vache folle (ESB) il y a plus d'un an.

« Tant que les frontières ne seront pas ouvertes, les producteurs seront pénalisés et on souhaite que le gouvernement mette en place de nouveaux programmes d'aide pour supporter le secteur », renchérit le secrétaire de la Fédération des producteurs de bovins du Québec, Gaëtan Bélanger.

« Ce qu'on souhaite ardemment aussi, c'est que le gouvernement fixe un prix minimum pour les bovins », souligne encore M. Bélanger.

LOTO QUÉBEC Résultats
Tirage du 2004-07-20
05 08 10 11 13 14 21 22 29 31
33 38 40 41 48 52 54 57 62 63

Quickdraw Tirage du 2004-07-20
786 5520

Extra Tirage du 2004-07-20
NUMÉRO 519373

Si vous avez un problème de jeu... **MISS SUR TOI**

ANGLAIS
COURS AXES SUR LA CONVERSATION
Petits groupes : 3 à 7 personnes, admission continue
À temps partiel et semi-intensifs
matin, après-midi, soir, samedi
1 à 7 fois/sem. • 375 \$ / 45 h*
COURS INTENSIFS de jour, 25 h/semaine
165 \$ à 183 \$/semaine*
aussi disp.: 30 h / sem.
*matériel pédagogique inclus, non taxable, déductible d'impôt, frais d'inscription : 45 \$
Formation en entreprise adaptée à vos besoins
Cours privés : toutes les langues

Converlang
école de langues postmoderne
accréditée par Emploi-Québec
1160, boul. St-Joseph Est, 3^e étage, Montréal
(514) 278-5309 www.converlang.com

LE NOUVEAU CABINET MARTIN

Les bloquistes sont les plus positifs

ROLLANDE PARENT
PRESSE CANADIENNE

Les bloquistes sont les plus positifs face au nouveau cabinet Martin, particulièrement à l'égard du ministre Jean Lapierre, nommé aux Transports.

Les bloquistes se disent désireux de donner la chance au coureur, contrairement aux conservateurs et néo-démocrates, qui n'attendent rien de bon du nouveau cabinet.

Au nom de son chef Gilles Ducape, en vacances à l'extérieur du pays, le porte-parole du Bloc québécois,

Michel Gauthier, a indiqué que M. Lapierre avait beaucoup à livrer au Québec, par exemple la route 175, dans le parc des Laurentides.

Pour ce qui est de la nomination de Lucienne Robillard aux Affaires intergouvernementales, il ne sait pas trop quoi en attendre. « La chance est

au coureur », a-t-il dit.

« Tant mieux si M^{me} Robillard arrondit les coins et fait en sorte que les choses se passent mieux, mieux qu'avec Stéphane Dion, ce qui ne sera pas difficile », a-t-il ajouté.

Le chef conservateur Stephen Harper considère que la nomination des

ministres Scott Brison (aux Travaux publics), de Jean Lapierre (aux Transports) et d'Ujjal Dosanjh (à la Santé) montre bien que M. Martin ne veut pas travailler avec les conservateurs.

Au NPD, le chef Jack Layton a fait valoir que la composition même du cabinet de Paul Martin montrait que celui-ci voulait s'en tenir à la routine puisqu'il a ramené presque les trois quarts de ses anciens ministres.

L'ombre des frustrés

FRUSTRÉS
suite de la page 1

Si Paul Martin avait reconduit M. Coderre, il aurait été obligé de lui confier un ministère « senior ». Ce faisant, il risquait de voir un des vétérans de son cabinet se faire cuisiner par les procureurs de l'enquête publique sur le scandale des commandites, puisque l'ex-ministre a entretenu des liens avec l'ex-patron d'une agence de publicité à qui son ancien ministre (Sport amateur) a déjà donné des contrats. Avant même de commencer, la commission Gomery aura donc fait une première victime. Du moins pour le moment, puisque Paul Martin a fait comprendre au ministre déchu qu'il pourrait réintégrer le cabinet s'il sort indemne de l'enquête.

On peut comprendre que Paul Martin n'ait pas envie de voir ses ministres défiler devant le juge Gomery, mais pourquoi alors avoir gardé M. Coderre au cabinet en décembre dernier ? Tout simplement parce que M. Martin voulait profiter de M. Coderre et de son réseau au cours de la dernière campagne. Denis Coderre est meurtri, et il a bien raison, d'autant plus que tous les proches de Paul Martin affirmaient hier que « Denis a été un bon soldat ». Durant la campagne, il a en effet sillonné le Québec et participé à une centaine d'événements pour des collègues. Mais comme il est un « homme de parti », dit-on dans l'entourage de Paul Martin, il acceptera de ronger son frein en silence. En fait, si M. Coderre reste coi au cours des prochains mois, ce ne sera pas tant par dévouement envers le parti que parce qu'il sait que ses ambitions gargantuesques seront mieux servies en réintégrant le cabinet rapidement.

Quelques autres députés frustrés rumineront dans leur coin. David Anderson, par exemple, l'ex-ministre de l'Environnement et doyen des députés aux Communes (il a été élu la première fois en 1968), dégoûté par M. Martin. Mauricio Bevilacqua, un des plus ardents partisans de Paul Martin depuis 1988, qui devra passer son tour pour la deuxième fois, en est un autre. Il semble que comme en

décembre, ce qu'on lui offrait ne répondait pas à ses ambitions.

Il y a aussi tous ces députés, environ une quarantaine, qui en sont au moins à leur troisième mandat et qui attendent toujours l'appel du premier ministre. Ils étaient frustrés sous Jean Chrétien et espéraient l'arrivée de Paul Martin pour améliorer leur sort. Ces députés, qui ont tous accumulé assez d'ancienneté pour avoir droit à une pleine pension sans pénalité à l'âge de 55 ans, sont désabusés et pourraient embêter sérieusement Paul Martin les jours où il aura besoin de tout son monde en Chambre pour affronter les votes cruciaux pour la survie de son gouvernement.

Il y a, enfin, le caucus ontarien, qui a perdu des plumes dans le remaniement puisque tous les ministères majeurs sont occupés par des députés de l'Ouest ou des Québécois. Pour les députés ontariens, qui estiment avoir sauvé le gouvernement libéral, c'est une claque en pleine face.

Les Québécois s'en sortent mieux. Jean Lapierre savait depuis deux semaines qu'il atterrirait aux Transports. En plus, on lui a donné une circonscription sûre et il conserve son poste de lieutenant politique au Québec. Pierre Pettigrew, quant à lui, avait le premier choix dans la formation du cabinet, dit-on. Dans l'Ouest, Ralph Goodale, Anne McLellan, David Emerson et Ujjal Dosanjh ont tous hérité de portefeuilles prestigieux, apparemment sans grande difficulté. Aucun Ontarien n'a eu droit à un tel traitement de faveur. Au contraire, les députés de la plus puissante province ont dû se battre pour chaque poste, souvent pour des miettes, comme les ministères « junior » de la famille, ou pour jouer les roues de secours aux « vrais » ministres, comme Carolyn Bennett, ministre d'État à la Santé. Sans oublier Bill Graham, qui prend très mal sa rétrogradation des Affaires étrangères à la Défense.

Cela dit, Paul Martin a présenté hier un bon cabinet, dans les circonstances. Au-delà des frustrations et des guerres de clocher inévitables, les pièces sont pour la plupart tombées à la bonne place. Ralph Goodale, en restant aux Finances, et Anne McLel-

lan, toujours vice-première ministre et ministre de la Sécurité publique, assurent une certaine stabilité en mer incertaine pour Paul Martin. Lucienne Robillard, aux Affaires intergouvernementales, n'a pas la réputation d'être chicanière, ce qui envoie un bon message aux provinces.

Pierre Pettigrew, aux Affaires étrangères, et Liza Frulla, à Patrimoine, sont comme des poissons dans l'eau (il fallait presque les attacher hier à une colonne de la somptueuse résidence de la gouverneure générale pour qu'ils ne s'envolent pas tellement ils planaient tous les deux...). Jean Lapierre peut très bien se débrouiller aux Transports, John Godfrey est l'homme de la situation pour les villes, Ujjal Dosanjh est tout à fait présentable aux premiers ministres provinciaux dans le dossier de la santé et Ken Dryden se passionne depuis des années pour l'éducation des enfants.

Et Stéphane Dion. Ah oui, comment l'oublier. Il pourrait surprendre agréablement à l'Environnement. S'il met autant de rigueur à défendre Kyoto qu'il en a mis dans le dossier de l'unité canadienne, qui sait, peut-être convaincra-t-il même son premier ministre des vertus du protocole.

Deux points douteux de ce cabinet, toutefois. D'abord, la nomination de Tony Valeri au poste névralgique de leader du gouvernement en Chambre, lui qui n'est pas nécessairement reconnu pour sa délicatesse (c'est lui qui a poussé Sheila Copps hors de sa circonscription). De plus, il est unilingue anglophone, détail gênant pour quelqu'un qui devra négocier quotidiennement avec le Bloc québécois.

Mais la question du bilinguisme n'a apparemment pas ébranlé Paul Martin. Au total, sur 38 ministres, 21 sont, comme M. Valery, unilingues anglophones, dont les ministres des Finances, de la Santé, la vice-première ministre et le président du Conseil du Trésor.

Quand Paul Martin affirme qu'il a compris le message des électeurs le 28 juin, il ne l'a pas entendu, de toute évidence, dans les deux langues officielles.

Pour joindre Vincent Marissal : vincent.marissal@lapresse.ca

Les radios s'unissent au profit du Centre hospitalier de l'Université de Montréal, le CHUM, pour vous présenter le plus gros show de radio jamais produit au Québec.

Le 8 août, écouter la radio fait du bien.

De 10 heures à 14 heures, en direct du Medley, vos vedettes préférées défileront au micro de Julie Snyder pour vous en mettre plein les oreilles.

Avec :

- Marie-Chantal Toupin
- Lucien Bouchard
- Yvon Deschamps
- Marie-Élaine Thibert
- Claude Dubois
- Laurence Jalbert
- Dan Bigras
- Stéphanie Lapointe
- Marie-Pier Perreault
- Don Juan (Jean-François Breau et Marie-Ève Janvier)
- Wilfred Le Bouthillier
- Lulu Hughes
- Mario Pelchat
- Jean et Jean-Marie Lapointe
- Frank, Dave & Stef
- Anny Carrier
- Pierre Lapointe
- Mélanie Renaud
- Les Respectables
- Les Grandes Gueules



CHUM
FONDATION DU CHUM

Donnez généreusement
1 866 DON CHUM
fondationduchum.com

SPINELLI NISSAN

Spinelli s'occupe de **TOUT** pour vos vacances

✓ Essence
✓ 0\$ premier paiement
✓ 0\$ dépôt de sécurité
✓ Vélo

2004 **SENTRA** **179\$***/m

500\$ ESSENCE GRATUITE

+ 20\$ plus/m sur location

1^{er} versement GRATUIT

- Sonorisation 100 watts avec radio AM/FM et lecteur CD
- Climatisation
- Quatre haut-parleurs
- Poignées extérieures et baguettes de flanc de couleur harmonisée
- Deux miroirs de courtoisie au dos des pare-soleil
- Console/accoudoir central
- Essuie-glace à balayage intermittent et cadence variable



2004 **MAXIMA** **379\$***/m

0\$ dépôt de sécurité

0\$ comptant



2005 **ALTIMA 2.5 S** **\$24 495⁺**

Location à partir de **269\$***/m

+ 10\$ plus/m sur location

OBTENEZ:

- Moteur V6, 250 chevaux, 3.5 Litre
- Freins ABS

500\$ ESSENCE GRATUITE



2005 **X-TRAIL XE AWD** **329\$***/m

À l'achat d'un X-Trail 2005, obtenez un coupon de participation pour un tirage^{††} de 2 magnifiques vélos de montagne

*Location 60 mois pour la Sentra 2004 1.8 avec boîte de vitesse manuelle. Location 36 mois pour la Maxima. Location 48 mois pour l'Altima et le X-Trail. Acompte ou échange de \$4995/Maxima, \$3495/Altima, \$3995/X-Trail. Limite de 96,000 km, 0,10\$/km extra. Transport et préparation inclus. Toutes taxes, frais d'enregistrement et assurance en sus. †Prix à l'achat de l'Altima (T4RG75AE00) avec boîte de vitesse automatique, taxes, immatriculations, assurance, obligation sur pneus neufs, frais d'enregistrement, transport et préparation en sus sur l'offre d'achat. ††1 coupon de participation à la livraison du véhicule, le tirage aura lieu le 1^{er} septembre 2004 à 12 heures à la concession. Photos à titre de référence seulement.

SPINELLI NISSAN

345, boul. Brunswick (face au Centre Fairview) Pte-Claire
514 697-9141 1 888 697-9141

SPINELLIauto.com

SUITE DE LA UNE

Nicolas préfère en rire

NICOLAS
suite de la page A1

Dans son texte, le journaliste torontois rappelle aussi que le judoka avait affirmé ajouté que porter le drapeau fleurdelisé lors d'un événement sportif lui procurerait « un sentiment spécial ».

Sur un ton empreint d'étonnement, Simmons souligne que Gill n'a pas renié ses propos de 1995 lors d'un entretien mené lundi, dans les heures suivant l'annonce de sa nomination à titre de porte-drapeau. « On s'est parlé environ 10 minutes et ce sujet n'a été abordé que pendant une trentaine de secondes. Honnêtement, j'ai rigolé un peu au début. Ça a été tellement bref. Je pensais que ça ne ferait pas d'histoires. »

Interrogé à ce sujet après avoir prêté serment comme ministre des Transports, hier, le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre, a soutenu que tout le Canada devrait se réjouir de voir qu'un Québécois qui a déjà voté OUI au référendum porte le drapeau du Canada aux Jeux olympiques.

« Je crois que le Canada en sort gagnant. Si Nicolas Gill accepte de se

promener avec le drapeau du Canada, on devrait tous applaudir parce que c'est un plus pour le Canada », a déclaré M. Lapierre, qui a déjà été député du Bloc québécois, un parti souverainiste, à Ottawa.

Le *Toronto Sun* reprend une citation de Gill, faite en 1995. Il disait alors ne pas se battre pour le Canada, mais bel et bien pour lui-même. Hier, il était étonné que le tabloïd fasse tout un plat de ses opinions politiques, surtout qu'il se dit « pas politisé du tout » et que l'option souverainiste n'est plus une priorité à ses yeux.

« Je ne suis pas ça beaucoup (la politique), a expliqué l'athlète de 32 ans. Je n'ai pas de position ferme sur quoi que ce soit. Le plus drôle dans tout ça, c'est que je ne pense pas avoir voté depuis 1995. Quand j'ai fait ces commentaires en 1995, j'avais 21 ou 22 ans. De mon point de vue, j'étais encore un enfant. À l'époque, selon moi, c'était la meilleure décision que je pouvais prendre (de voter OUI). Aujourd'hui, je pense que le dossier est clos. Le Canada et le Québec ont d'autres priorités que la séparation. »

Craint-il que cette histoire ne le rat-

trape pendant les Jeux? « Je ne pense pas. J'espère que non, a répondu le double médaillé olympique. Disons que ça a prolongé mon stress d'une journée. Mais là, j'espère que ça va arrêter! »

Vice-président du Comité olympique canadien (COC), Walter Sieber a qualifié de « ridicule » la manchette du *Toronto Sun*. « La majorité des gens à qui j'ai parlé sont toujours à l'aise avec le choix de Nicolas, a raconté M. Sieber. S'il a des objectifs personnels plutôt que pour le Canada, je n'ai aucun problème avec ça. »

Le vice-président du COC a ajouté que peu importe ses convictions politiques, un athlète d'ici ne peut faire autrement que de représenter le Canada s'il veut participer aux Jeux olympiques. « Il n'y a qu'un comité olympique national, il faut passer par là. »

Joint en matinée, le père de Nicolas, Denis Gill, s'est dit peu surpris de la réaction de Steve Simmons, qu'il range dans le même panier que les animateurs de radio André Arthur et Jeff Fillion.

« Ce n'est pas son premier article de cette teneur, a commenté M. Gill, d'un ton aussi posé que celui de son

TORONTO SUN
Tuesday, July 20, 2004 torontosun.com

Val Gibson: Why body hair is sexy PAGE 34

Wednesday's Jackpot **649** \$9,000,000

DOPE DENS NEXT DOOR PAGE 6

OUR OLYMPIC FLAG BEARER VOTED FOR QUEBEC SEPARATISM



— On le photo il NICOLAS GILL, who voted for separation in the 1995 referendum, waves the flag at 2000 Olympics.

I don't really compete for Canada. I compete for myself.

— Nicolas Gill to the Sun's Steve Buffery in 1995

Steve Simmons asks why this man, and not someone like Daniel Igali who truly loves Canada, will lead our athletes in Athens

Sports begins on Pages 70-71

fil. Lors des Jeux de 1996, je me rappelle qu'il avait écrit être heureux que Nicolas ait mal fait parce qu'il s'attendait à ce qu'il monte sur le podium avec un drapeau fleurdelisé dans les mains... Pour moi, ce gars est malade, et c'est dommage que

son patron ne s'en rende pas compte. »

M. Gill souhaite pouvoir rencontrer le journaliste Steve Simmons au tournoi de judo des Jeux d'Athènes.

« J'aurais deux mots à lui dire... » Avec Joël-Denis Bellavance à Ottawa

LA GRANDE VENTE ESTIVALE



NOUVELLES OFFRES EXCEPTIONNELLES!

DODGE DAKOTA SPORT QUAD CAB^{MC} 4X4 2004

ACHETEZ À

27 999\$^Δ

OU LOUEZ À

249\$[†]

PAR MOIS. LOCATION DE 48 MOIS. Comptant initial de 3386\$ ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

- Moteur Magnum V8 de 4,7 L, 230 chevaux • Transmission automatique à 5 vitesses
- Climatiseur • Ensemble service intensif (comportant batterie de 750 ampères sans entretien, refroidisseur et plus) • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique
- Télédévrouillage • Tapis protecteurs avant • Différentiel autobloquant
- Roues de 16 po en aluminium • Banquette divisée 40/20/40 • Circuit de refroidissement grand rendement • Lecteur de CD



DODGE RAM 1500 QUAD CAB^{MC} 4X4 2004

« Le Monde de l'auto »

CHOIX DES CHRONIQUEURS

HEMI



0,8%*

DE FINANCEMENT À L'ACHAT JUSQU'À 60 MOIS SUR TOUS LES DODGE RAM 1500 2004 DE SÉRIE.

- Moteur HEMI[®] V8 de 5,7 L, 345 chevaux • Transmission automatique à 5 vitesses
- Climatiseur • Lève-glaces et verrouillage à commande électrique
- Rétroviseurs à commande électrique, chauffants et repliables • Télédévrouillage
- Phares antibrouillards • Lecteur de CD • Différentiel autobloquant
- Système de prévention du vol Sentry Key[®] • Sacs gonflables avant nouvelle génération

DODGE DURANGO SLT 2004

« Le Monde de l'auto »

CHOIX DES CHRONIQUEURS

HEMI



LOUEZ À

479\$[†]

PAR MOIS. LOCATION DE 48 MOIS. Comptant initial de 4995\$ ou échange équivalent. Option 0\$ comptant également disponible. 0\$ DÉPÔT DE SÉCURITÉ

- Moteur V8 de 5,7 L, 335 chevaux • Transmission automatique à 5 vitesses
- Climatiseur à l'avant et à l'arrière • Ensemble plaques de protection
- Ensemble attelage de remorque • Système antipatinage • Boîte de transfert à sélection électrique, 2 vitesses • Pneus tout terrain de 17 po • Lève-glaces, rétroviseurs et verrouillage à commande électrique • Télédévrouillage • Radio AM/FM avec lecteur de CD
- Système de prévention du vol Sentry Key[®]

PLEIN D'ESSENCE GRATUIT À L'ACHAT OU À LA LOCATION D'UN VÉHICULE NEUF 2004^Ω

LA GRANDE VENTE ESTIVALE SE TERMINE LE 31 JUILLET.



CÉLÉBRONS L'EXCELLENCE

CHRYSLER | JEEP[®] | DODGE

FIER COMMANDITAIRE DE L'ÉQUIPE OLYMPIQUE CANADIENNE

VISITEZ VOTRE CONCESSIONNAIRE CHRYSLER • JEEP[®] • DODGE OU DODGE.CA.

FINANCEMENT OFFERT EXCLUSIVEMENT PAR SERVICES FINANCIERS CHRYSLER CANADA

CHRYSLER CANADA

* 0,8 % de financement à l'achat jusqu'à 60 mois sur tous les Dodge Ram 1500 de série. Δ Le prix comprend les allocations du fabricant consenties aux concessionnaires et est établi pour le Dodge Dakota Sport Quad Cab^{MC} 4x4 2004 avec l'ensemble 28E + AHC + BNM + DMU + TX, et pour le Dodge Dakota Quad Cab^{MC} 4x4 2004 avec l'ensemble 28B + AHC + BNM + DMU + TX, et pour le Dodge Dakota Quad Cab^{MC} 4x4 2004 avec l'ensemble 28E + AHC + BNM + DMU + TX. Le dépôt de sécurité est de 0\$ pour une période de temps limitée seulement et peut changer sans préavis. Premier versement exigé à la livraison. Location pour usage personnel seulement. Aucun rachat requis. Le locataire est responsable de l'accident de kilomètre après 81 000 km au taux de 15¢ le kilomètre. † Sous réserve de l'approbation de Services Financiers Chrysler Canada. Services financiers Chrysler Canada est un membre du groupe de services financiers Chrysler Canada. Les offres peuvent varier sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Le concessionnaire peut commander ou édifier un véhicule, transport et taxe sur le consommateur (tous les modèles Chrysler, Jeep et Dodge 2004 sont couverts par la meilleure protection que nous ayons jamais offerte. — une garantie de 7 ans ou 175 000 km sur le groupe motopropulseur — et une assistance routière 24 heures sur 24+ sur toute la première année. — Certains modèles ne sont pas éligibles à cette offre. Cette offre ne s'applique pas à certains véhicules vendus à des fins commerciales ou aux modèles SRT-10. Réservez-vous après de votre concessionnaire. — Marque officielle du Comité olympique canadien. MD Jeep est une marque déposée de DaimlerChrysler Corporation. Association publicitaire des concessionnaires Chrysler • Jeep[®] • Dodge du Québec.

CHRYSLER

Jeep[®]

DODGE

CINQ ÉTOILES

Un criminel notoire tombe sous les balles des policiers, à Laval

NICOLAS BÉRUBÉ

Un homme de 28 ans est mort et un policier de l'escouade technique (SWAT) a été légèrement blessé hier soir lors d'une collision suivie d'une fusillade survenue dans le secteur Pont-Viau à Laval.

Les coups de feu ont éclaté peu après 21h30 au coin du boulevard des Laurentides et du boulevard Cartier. La victime, Benoît Richer, un criminel notoire activement recherché par la police, est tombé sous les balles des policiers de l'escouade technique du SPVM alors qu'il quittait à pied le lieu de la collision. Son décès a été constaté sur place.

« D'après nos informations préliminaires, les policiers et le suspect étaient engagés dans une poursuite dans les terrains du voisinage lorsqu'un échange de coups de feu est survenu », a expliqué l'agent Gilles Mitchell, porte-parole de la Sûreté du Québec.

Peu avant, les policiers du SPVM avaient tenté d'intercepter le véhicule du suspect, une manoeuvre qui s'est soldée par une collision au cours de laquelle un policier a été légèrement blessé. « Une opération policière menée par le SPVM et qui visait à capturer le suspect était en cours au moment de la collision », a ajouté l'agent Mitchell.

Benoît Richer, 28 ans, était recherché en vertu d'un mandat d'arrêt pour tentative de meurtre sur un agent de la paix survenu le mois dernier. Les policiers considéraient qu'il était armé et dangereux.

Le 4 juin dernier, Richer aurait été impliqué dans une poursuite policière dans la région de Saint-Jérôme. Sylvain Demeules, agent de la région de police Rivière du Nord, avait dû être amputé d'un doigt après avoir été atteint d'un projectile d'arme à feu tiré de la voiture des fuyards. Les balles avaient plu sans relâche sur la quarantaine de kilomètres qu'a duré la poursuite.

Depuis, les enquêteurs de la division des crimes majeurs du SPVM recherchaient activement Richer, qui a



PHOTO ANDRÉ PICHETTE, LA PRESSE

La Sûreté du Québec a pris charge de l'enquête relativement à la fusillade, apparemment assez nourrie, qui a fait une victime, hier soir, à Laval. Chacun des cônes qui apparaissent sur la photo marque l'impact d'un projectile ou la présence d'un objet susceptible d'intéresser les limiers.

donné beaucoup de fil à retordre aux agents de la paix ces dernières années.

En novembre 2000, il a été épinglé par la police de Granby après avoir voulu dévaliser avec un complice un

magasin spécialisé dans la vente d'articles de cuir.

Il aurait également fait partie d'un commando de huit cagouleurs qui avait fait irruption, en 1998, dans une résidence de la 37^e Avenue, dans le

quartier Fabreville, pour commettre un vol.

Mais il avait réussi peu après à s'évader de la prison de Saint-Jérôme en passant par-dessus la clôture surmontée de barbelés qui entoure la

prison en se protégeant avec son manteau. L'enquête concernant la fusillade survenue hier soir a automatiquement été confiée à la Sûreté du Québec, tel que le prévoit la politique ministérielle.

*PDSF de base pour une Corolla XRS 2005 (modèle BY32EF) tel que montré. Immatriculation, frais de transport et de préparation, enregistrement, assurance et taxes en sus. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Voyez votre concessionnaire Toyota le plus près pour plus de détails.

Corolla XRS 2005

TOYOTA
un coup de cœur sans fin



Comme les vraies voitures sport, pas facile d'en sortir.

Voici la Corolla XRS de 170 chevaux : moteur VVTL-i, suspension à calibrage sport, jauges Optitron, panneau de toit transparent assisté et boîte manuelle 6 vitesses à rapports courts. Elle a été conçue pour que vous restiez sur la route, même quand vous devriez (peut-être) faire autre chose. Comme, disons, rentrer à la maison.

La Corolla XRS 2005. C'est en-dedans que ça se passe.

Et à ce prix-là, vous serez vraiment dedans.

24 185 \$
PDSF*



1 888 TOYOTA-8  toyota.ca

ACTUALITÉS

Julie Bureau n'est pas prête à rentrer au bercail

PRESSE CANADIENNE

Julie Bureau, l'adolescente retracée le week-end dernier à Beauceville après une fugue de trois ans, ne veut pas retourner chez ses parents pour l'instant.

L'adolescente, qui aura 18 ans en décembre prochain, restera donc sous la responsabilité de la Direction de la

protection de la jeunesse (DPJ) durant quelque temps.

Les parents de Julie Bureau ont d'ailleurs indiqué hier qu'ils étaient disposés à ne pas brusquer les choses et à attendre le temps qu'il faudra avant de renouer contact avec leur fille. Si Julie n'a pas encore communiqué avec eux, c'est qu'elle n'est pas encore prête à le faire et non qu'elle refuse, ont-ils indiqué. Selon M^c Sté-

phanie Côté, l'avocate qui représente la jeune femme, celle-ci trouve difficile d'être séparée de l'homme qui l'a accueillie chez lui durant toutes ces années. « Ils s'étaient faits une vie là-bas », a souligné M^c Côté.

Les parents de l'adolescente ont d'ailleurs tenu à remercier l'homme de 38 ans qui a hébergé leur fille durant deux ans et demi à Beauceville. « On aurait aimé lui dire en person-

ne, à lui, merci monsieur, merci de ne pas l'avoir maltraitée », a déclaré hier la mère de l'adolescent, Francine Poulin.

« Tout ce qui s'est passé, ce n'est pas important pour nous autres, souligne de son côté M. Bureau. Elle est en vie, elle est en santé, c'est ça qui est important. » Selon M^{me} Poulin, sa fille a beaucoup souffert de la peine d'amour qu'elle a vécue à 14 ans, peu de temps avant sa fugue. « Elle n'est pas guérie de ça. Ce qu'il peut y avoir de haine, de frustration dans elle, de rage, de colère, ça part de là. Elle a besoin d'aide. Tout ce qu'on souhaite, c'est qu'elle ait le meilleur psychologue au monde. On sait très bien que Julie va revenir vers nous quand ce sera le bon moment. »

« Il faut lui laisser le temps dont elle a besoin. L'important, c'est qu'elle soit vivante, qu'elle n'ait pas été maltraitée », précise M^{me} Poulin.

Julie Bureau était portée disparue depuis le 26 septembre 2001. Elle avait été vue pour la dernière fois dans un restaurant McDonald's de Coaticook, dans les Cantons-de-l'Est. Elle était âgée alors de 14 ans.

Un juge de la chambre de la jeunesse doit décider qui sera son tuteur jusqu'à ce qu'elle atteigne sa majorité, le 2 décembre 2004.

L'homme qui a accueilli l'adolescente a affirmé qu'elle lui aurait caché son identité et aurait prétendu être majeure, ajoutant qu'il avait entretenu une relation purement amicale avec la jeune fille.

Procès de présumés proxénètes

Les médias pris à partie

MARCEL LAROCHE

Pendant que six personnes accusées de proxénétisme, dont le père, la mère et leurs deux fils, écoutaient le témoignage d'un policier de Montréal chargé d'épier leurs activités pendant plus d'un an, des jeunes filles associées à ce réseau de prostitution se sont littéralement ruées sur les photographes et cameramen des médias en les aspergeant d'eau et en les frappant à coups de sacs à main !

Ce grabuge plutôt inhabituel auquel ont assisté une vingtaine de témoins, dont plusieurs constables spéciaux assignés à la sécurité, s'est déroulé hier après-midi dans le couloir du 3^e étage du palais de justice de Montréal, devant la salle d'audience où se tenait l'enquête pour mise en liberté des six individus

appréhendés la semaine dernière par la police de Montréal.

Les assaillantes, qui seraient pour la plupart de jeunes prostituées de moins de 20 ans venues encourager les accusés écroués depuis leur arrestation, ont eu le temps de frapper et d'injurier photographes et cameramen avant que les agents de sécurité interviennent pour mettre fin au désordre.

L'incident n'a cependant eu aucune répercussion sur le déroulement de l'enquête. Raymond St-Cyr, 54 ans, et Marie Louise Timéus, 52 ans, leurs fils James et Jean-Rony, âgés de 26 et 29 ans, ainsi que Jean-Joseph Francillon, 39 ans, et Loubinson Zulme, 33 ans, font face à une trentaine de chefs d'accusation de proxénétisme, de menaces et d'incitation à la prostitution.

Piqûres d'insectes: plan d'action réclamé

La Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST) a sommé la Ville de Montréal de lui soumettre un plan d'action d'ici le 30 juillet pour prémunir ses employés contre les risques de réactions allergiques à des piqûres d'insectes. La semaine dernière, un électricien employé par la Ville est décédé après avoir été piqué par une guêpe. Cette demande fait suite à une rencontre, hier, entre des représentants de la CSST, du syndicat des cols bleus, de la Ville, du CLSC et de l'Agence de développement de

réseaux locaux de services de santé et de services sociaux de Montréal. Le plan devra inclure une formation médicale sur les allergies, une amélioration des communications et une révision des méthodes pour effectuer des travaux en présence d'insectes piqueurs. Le col bleu de 36 ans avait eu le temps de prévenir ses collègues de son malaise, mais les secours étaient arrivés trop tard. La CSST a également demandé à la Ville de cibler les employés les plus à risque d'être piqués. *La Presse*

Vente annuelle
Jusqu'à **70%*** de rabais
sur un vaste choix de carafes, verres, tire-bouchons et accessoires, jusqu'au 31 juillet 2004



Vente de celliers démonstrateurs et neufs

Promotion sur nos grandes marques telles que Riedel, Spiegelau, Transtherm, Vintage Keeper, Cavavin, Laguiole, Pulltap's...

Vinum
design

1480, City Councillors, Montréal (près de La Baie) • Tél. : (514) 985-3200
www.vinumdesign.com

* Avant taxes. Cette offre ne peut être jumelée à un autre rabais.

Les modèles 2005 sont arrivés! Passez chez votre concessionnaire pour profiter des offres avantageuses sur les modèles 2004 en stock.



Une histoire jalonnée d'innovations. En huit temps. La passion du design et de la technologie qui habite chaque Audi s'inscrit dans la tradition instaurée, il y a plus de 100 ans, par le fondateur August Horch. Des inventions révolutionnaires telles la mordante traction intégrale quattro^{MD} et la première boîte de vitesses variable continue (CVT) multitrronic^{MC} combinée à des moteurs à couple élevé témoignent de l'engagement de cet homme envers l'innovation.

Avantage Audi : Services d'entretien périodique sans frais pendant 4 ans ou 80 000 kilomètres[†]

Visitez concessionnairesaudimontreal.com

Automobiles Lauzon
2435, boulevard Chomedey
Laval (QC)
(450) 688-1120
www.lauzon.qc.ca

Prestige Audi
5905, autoroute Transcanadienne
Saint-Laurent (QC)
(514) 364-7777

Les Automobiles Popular
5441, rue Saint-Hubert
Montréal (QC)
(514) 274-5471
www.popularaudi.com

Les Automobiles Niquet
1917, boulevard Sir Wilfrid Laurier,
Route 116
Saint-Bruno (QC)
(450) 653-7553
www.niquet.com

Park Avenue Audi
8755, boulevard Taschereau
Brossard (QC)
(450) 445-4811
www.parkavenueaudi.com

La rue McGill bénéficiera d'une cure de beauté

JULIE PARENT

Le quartier international complète sa cure de jouvence. Après le réaménagement effectué autour du Palais des congrès, c'est au tour de la rue McGill de passer au bistouri. La Ville a accordé la somme de 9,7 millions à l'organisme Quartier international, qui dirigera les travaux sur la portion de l'artère située entre les rues Saint-Jacques et de la Commune.

Avec ses lampadaires quelcon-

ques et ses trottoirs amochés, la rue McGill a la mine un peu triste. Mais à l'été 2006, lorsque la cure de beauté devrait être terminée, les trottoirs auront été élargis et agrémentés d'arbres. Les bâtiments seront mis en valeur par des éclairages architecturaux et tout le mobilier urbain (lampadaires, bancs publics, etc.) aura été remplacé.

L'aspect final de la rue McGill n'est pas encore déterminé. Quartier international présentera les

premières esquisses à la Ville au début de l'automne, après avoir étudié les possibilités offertes par le terrain. « On est au tout début des travaux », précise le directeur général de l'organisme, Clément Demers.

Montréal exige que l'aménagement soit d'aussi belle qualité que celui des rues voisines. « Il y a également l'objectif d'améliorer le confort du piéton », souligne la directrice du développement urbain à la Ville, Céline Topp.

Le budget initial prévoit allouer 500 000 \$ pour l'éclairage et le mobilier urbain. Pour gonfler cette somme, Quartier international lorgne du côté des propriétaires d'immeubles situés rue McGill, tels que la Cour fédérale, l'hôtel Saint-Paul et les promoteurs de condos. L'organisme leur proposera à l'automne de contribuer à l'embellissement de leur rue en payant pendant 20 ans une taxe « d'amélioration locale ». Quartier international espère ainsi amasser 2,5 millions, une somme qui s'ajouterait aux 9,7 millions de la Ville.

La cure de rajeunissement de la rue McGill est une bonne nouvelle pour le tourisme, estime le vice-président de Tourisme Montréal, Pierre Bellerose. « Quand il y a des travaux d'aménagement, on remarque que ça amène une masse critique de commerces comme des bars

et des restaurants. Ce qui amène les touristes à augmenter la durée de leur séjour. »

Le propriétaire du Presse Café, Jean Roy, est lui aussi enthousiasmé. « C'est une très bonne chose, parce que comme la rue offre un accès direct entre le métro Square-Victoria et le Vieux-Port, ça va amener un peu plus d'achalandage. Et même si ça faisait juste embellir un peu la rue, ça serait déjà beau-coup ! »

Les aqueducs, les égouts, la chaussée et les trottoirs seront également refaits. Les travaux qui risquent le plus de perturber la circulation devraient débuter au printemps 2005.

Le projet a été approuvé par le conseil municipal le 21 juin. La Ville versera à Quartier international un maximum de 3,366 millions en 2004, et de 6,2 millions en 2005.



CHEVROLET

UN APPEL SUFFIT

Revoici le concours « Décrochez votre GM »* toujours aussi excitant. Obtenez automatiquement 1 000 \$⁺ de crédit et courez la chance de gagner jusqu'à 10 000 \$ de réduction. Vous pourriez même DÉCROCHER VOTRE VÉHICULE !



0% FINANCEMENT À L'ACHAT[†]

JUSQU'À 60 MOIS SUR LA PLUPART DES MODÈLES 2004 ADMISSIBLES.

Vous êtes à deux doigts de décrocher votre prix !



Chevrolet Aveo⁵

139\$/mois*

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

0\$

dépôt de sécurité

à l'achat

12 998\$**

avec 0% de financement*

CRÉDIT AUTOMATIQUE DE 1 000 \$ INCLUS***

Moteur 1,6L DACT 4 cyl. de 103 HP • Banquette arrière repliable divisée 60/40 • Phares antibrouillard • Chauffe-moteur • Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Sécurité 5 étoiles*



Chevrolet Venture

199\$/mois*

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

0\$

dépôt de sécurité

0%

de financement à l'achat*

CRÉDIT AUTOMATIQUE DE 1 000 \$ INCLUS***

Garantie limitée 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise • Moteur V6 3,4L de 185HP • Boîte automatique électronique 4 vitesses • Climatiseur et lecteur CD • Portes électriques avec télédéverrouillage • Configuration 7 passagers avec siège pour enfant intégré • Sécurité 5 étoiles* • Plus faible consommation d'essence de sa catégorie pour une 5^e année consécutive**



Chevrolet Optra

159\$/mois*

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

0\$

dépôt de sécurité

14 598\$**

avec 0% de financement*

CRÉDIT AUTOMATIQUE DE 1 000 \$ INCLUS***

Moteur 2,0L DACT 4 cyl. de 119 HP • Portes et vitres avant à commandes électriques • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Banquette arrière divisée à dossier rabattable • Freins à disque aux 4 roues • Roues de 15 po en acier avec enjoliveur • Colonne de direction réglable • Sacs gonflables avant (2)



Chevrolet Epica

239\$/mois*

Terme de 48 mois à la location. Transport et préparation inclus.

0\$

dépôt de sécurité

CRÉDIT AUTOMATIQUE DE 1 000 \$ INCLUS***

Moteur 2,5L 6 cyl. en ligne de 155 HP • Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiseur • Vitres, portes et miroirs chauffants à commandes électriques • Roues de 15 po en alliage • Télédéverrouillage • Lecteur CD à 4 haut-parleurs • Garantie limitée de 5 ans/100 000 km sur le groupe motopropulseur sans franchise

R
S
T
U
V
W
X
Y
Z

L'Association des concessionnaires Chevrolet du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2004 en stock suivants: Aveo 5 (1TD48/R7A), Venture (1UN16/R7A), Optra (1JD19/R7A) et Epica (1VB69/R7A). Les modèles illustrés comprennent certaines caractéristiques offertes en option à un coût additionnel. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Les frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers et droits payables à la livraison. *Aucun achat requis. Le concours est ouvert aux résidents du Canada qui ont atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours prend fin le 31 août 2004. Les prix s'appliquent à l'achat ou à la location des véhicules neufs 2004 achetés et livrés au plus tard le 31 août 2004. Le concours ne s'applique pas aux modèles 2004/2005 de Cadillac, Hummer, Saturn, Saab, Isuzu, camions poids moyens, camionnettes des modèles 2500 HD à cabines régulières, allongée et cabine d'équipe /3500 (camionnettes et châssis-cabine), SSR de Chevrolet et fourgonnettes (passagers, marchandises et coupées). Les chances de gagner ne sont pas les mêmes pour tous les prix à gagner. L'attribution d'un prix à un participant choisi au hasard est subordonnée à ce qu'il réponde correctement à une question d'habileté mathématique. Une seule participation par personne. Au Québec, tous les participants recevront un crédit d'achat d'une valeur de 1 000\$ ou gagneront l'un des prix suivants: 2 crédits d'achat d'un montant égal à celui que le participant devrait payer au concessionnaire pour le véhicule qu'il a acheté ou loué, selon le cas, incluant les taxes applicables; 6 crédits d'achat d'une valeur de 10 000\$; 10 crédits d'achat d'une valeur de 5 000\$; 21 crédits d'achat d'une valeur de 2 500\$; 99 crédits d'achat d'une valeur de 2 000\$; 495 crédits de 1 500\$. Le nombre de prix diminuera au fur et à mesure de leur attribution. Pour les chances de gagner ainsi que tous les autres détails visitez gmc.canada.com. **À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec versement initial ou échange équivalent. Avec 5 portes (2 212\$), Optra (1 647\$) et Epica (2 366\$). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 c du km après 80 000 km. Dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. Première mensualité exigible à la livraison. **À l'achat, préparation incluse. Transport (Aveo 5 et Optra: 930\$), immatriculation, assurance et taxes en sus. *Taux de financement à l'achat de 0% pour des termes allant jusqu'à 60 mois sur les modèles admissibles. †Le crédit de 1 000\$ comprend les taxes applicables. **Le crédit de 1 000\$ est inclus dans les offres de cette publicité et ne peut être jumelé à aucun des prix offerts dans le cadre de ce concours. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager avant lors des tests d'impacts frontaux. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur les modèles Aveo 2004. *Sécurité 5 étoiles pour le conducteur et le passager des sièges avant lors des tests d'impact latéraux. Essais effectués par la National Highway Traffic Safety Administration (NHTSA) des É.-U. sur les modèles 2004 équipés de sacs gonflables latéraux offerts en option. **Basée sur les données publiées par le ministère des Ressources naturelles du Canada dans le Guide de consommation de carburant 2004. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucune autre offre ni aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômés et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut vendre ou louer à un prix moindre. Un échange entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmc.canada.com ou au 1 800 463-7483.



MONDE

Berlin glorifie la résistance contre Hitler

Le 20 juillet 1944, le Führer avait été blessé lors d'un attentat raté dans son QG

BENOÎT FINCK
AGENCE FRANCE-PRESSE

BERLIN — Le chancelier allemand Gerhard Schröder a honoré, hier à Berlin, la résistance allemande contre Adolf Hitler, à l'occasion du 60^e anniversaire de l'attentat manqué contre le dictateur nazi le 20 juillet 1944, une date « annonciatrice d'une véritable Europe de valeurs communes », selon lui.

Il s'agit de « l'un des jours les plus importants de la nouvelle Histoire allemande, d'un noble, d'un énorme héritage », a déclaré le chancelier à l'occasion de la principale cérémonie commémorative de l'événement, « l'une des plus grandes tragédies du 20^e siècle » selon la presse.

La « résistance au règne de la violence n'a pas commencé seulement en 1944 » mais dès l'arrivée des na-

zis au pouvoir en 1933, a déclaré Schröder dans un discours prononcé dans la cour d'honneur du Bendlerblock au ministère de la Défense, l'ancien Centre de commandement des armées du 3^e Reich à Berlin.

C'est à cet endroit même, il y a 60 ans, que le comte Claus Schenk von Stauffenberg, artisan de la tentative d'assassinat, et trois autres conjurés, furent exécutés le soir même de l'attentat, le plus spectaculaire auquel le Führer a échappé.

Stauffenberg avait déposé une bombe cachée dans un porte-documents dans la « Tanière du Loup », le quartier général de Hitler, à Rastenburg, en Prusse-Orientale, aujourd'hui en Pologne. Mais le porte-documents gênait un officier qui l'a déplacé avant que la bombe n'explode, épargnant Hitler qui s'en est sorti avec quelques égrati-

gnures. « Je pense que le fait que les auteurs de l'attentat aient été prêts à sacrifier leur vie dans des conditions très difficiles souligne une nouvelle fois la grandeur humaine et politique de leur acte », a ajouté le chancelier social-démocrate, vêtu d'un costume sombre.

Gerhard Schröder a rendu un vibrant hommage aux conjurés, mais aussi à l'ensemble des résistants allemands au régime hitlérien, « sociaux-démocrates et intellectuels bourgeois, communistes et chrétiens » et « de nombreux particuliers ».

Pour la première fois, la société allemande célèbre largement le putsch manqué des officiers, longtemps perçu, même après la chute du nazisme, comme un acte de trahison.

Parmi les personnalités civiles, politiques et militaires présentes à

la cérémonie empreinte de solennité figuraient le président allemand Horst Koehler et, à son côté, la comtesse Freya von Moltke, 93 ans, veuve de Helmut James, fondateur et animateur du cercle de Kreisau, qui a joué un rôle dans la mise en relation des aristocrates militaires avec la résistance civile.

En référence à l'insurrection de Varsovie le 1^{er} août 1944, Schröder a estimé que l'Europe avait « de bonnes raisons de considérer et d'honorer ces deux dates — le 20 juillet et le 1^{er} août 1944 — comme des signes annonciateurs d'une véritable Europe de valeurs communes ».

Plusieurs cérémonies ont lieu hier dans toute l'Allemagne où nombre d'autres événements — expositions, tables rondes, émissions télévisées — ont été organisés à l'occasion.

Dans la soirée, le chancelier a participé à une deuxième cérémonie aux côtés du premier ministre néerlandais Jan Peter Balkenende, président en exercice de l'Union européenne.

L'attentat contre Hitler « a été un événement significatif sur la voie de la coopération et de l'intégration européennes », a dit Balkenende, qui a rappelé l'importance des échanges entre résistants néerlandais et allemands sous le nazisme.

Cinq cents nouvelles recrues de l'armée allemande devaient prêter serment au Bendlerblock, un rituel annuel destiné à symboliser le fait que l'obéissance aux ordres a ses limites.

Une manifestation de pacifistes contre cette prestation de serment a rassemblé quelques centaines de personnes.

L'otage philippin menacé de mort est libéré

JOONEED KHAN

Ses ravisseurs, qui menaçaient de le décapiter comme d'autres si les 51 soldats philippins ne quittaient pas l'Irak avant fin juillet, ont libéré hier Angelo de la Cruz, un chauffeur de camion de 46 ans et père de huit enfants, après que Manille eut cédé à l'ultimatum.

Souriant et apparemment en bonne santé après deux semaines de détention, de la Cruz a été déposé près de l'ambassade des Émirats arabes unis à Bagdad.

« Les ravisseurs l'ont fait descendre d'une voiture à un coin de rue et lui ont demandé de se rendre dans notre ambassade », a indiqué un porte-parole de la mission, qui l'a remis à l'ambassade des Philippines.

La veille, un otage égyptien, Sayed Mohammad Sayed Al-Gharbaoui, chauffeur de camion lui aussi, avait été libéré, après que son employeur saoudien se fut engagé à cesser ses activités en Irak.

« Nous avons convenu avec les diplomates philippins de le transférer à Abou Dhabi où il sera soumis à des examens médicaux », a précisé le porte-parole émirati.

Vêtu d'un pantalon noir et d'un tee-shirt rayé rouge, gris et noir, chaussé de sandales, ses cheveux peignés en arrière lui tombant dans le cou, l'ex-otage a pu appeler ses proches à Manille, qui ont jubilé en apprenant sa libération. Il a aussi parlé avec sa femme Arsenia à Amman, en Jordanie, où elle a déclaré avoir l'intention de rentrer aux Philippines pour retrouver son mari.

Tancées par leur allié américain pour avoir été le premier pays de la coalition à plier devant des preneurs d'otage, les Philippines ont dit ne rien regretter.

« Je ne regrette pas cette décision. Chaque vie est importante », a déclaré la présidente Gloria Arroyo. « Avec plus d'un million de travailleurs philippins expatriés au Moyen-Orient et huit millions au total (dans le monde), mon gouvernement défend un intérêt national en se préoccupant de leur sort là où

ils vivent et travaillent ». Récemment réélue à une courte majorité, Mme Arroyo risquait d'affronter des manifs susceptibles de renverser son gouvernement si l'otage était exécuté, selon des analystes.

Un site Internet islamiste publiait entre-temps un communiqué attribué au groupe Abou Moussab al-Zarqaoui démentant avoir sommé le Japon de retirer ses troupes d'Irak, comme l'avait annoncé plus tôt un texte diffusé sur ce même site.

Les insurgés poursuivaient toutefois leurs actions: un haut fonctionnaire de la province de Bassorah était assassiné mardi avec deux de ses gardes, un policier irakien était tué près de Ramadi, quatre vétérinaires mouraient dans l'explosion d'une bombe à Baaqouba, et un soldat américain était tué dans la province d'Al-Anbar.

Les milices de Moqtada Sadr ont détruit de grandes quantités d'alcool et arrêté 20 personnes lors de descentes dans des boutiques et habitations de la région d'Amara, au sud-est de Bagdad, a affirmé par ailleurs un représentant du jeune chef chiite.

« Ces raids ont été effectués dans le respect de la loi islamique et non des codes gouvernementaux », a précisé le porte-parole.

L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) annonçait hier le retour « dans les prochains jours » en Irak de ses inspecteurs, à la demande de Bagdad, afin de « rédiger le rapport final sur l'absence d'armes de destruction massive (ADM) ».

À Amman, où le premier ministre intérimaire Iyad Allaoui était en visite, la Jordanie et l'Irak ont conclu une série d'accords dans le domaine de la sécurité, notamment sur le contrôle leur frontière commune.

Allaoui est attendu aujourd'hui au Caire, où son ministre irakien des Affaires étrangères, Hoshyar Zebari, a appelé hier les pays voisins de l'Irak à des règles de bon voisinage.

— Avec AFP, AP, ABC, CNN, Al-Jazira et Channel News Asia

Feux de brousse 1600 personnes évacuées



PHOTO BRYAN KNEIDING, AP

Les pompiers luttent toujours hier dans le comté de Los Angeles pour sauver des maisons menacées par un incendie qui s'est déclaré samedi et s'est rapidement répandu à la faveur de la sécheresse dans les collines et les canyons du nord du comté. Bien qu'aucune maison n'ait été détruite, 1600 personnes ont dû être évacuées. L'incendie qui a ravagé 2280 hectares a été déclenché après qu'un faucon eut été électrocuté dans son vol par une ligne à haute tension et que son corps enflammé fut tombé dans les broussailles.

La vie de Sharon en danger

AGENCE FRANCE-PRESSE

JÉRUSALEM — Un groupe de 150 à 200 juifs extrémistes « souhaitent la mort » du premier ministre Ariel Sharon, a affirmé hier Avi Dichter, le chef du Shin Beth, le service de sécurité intérieure d'Israël, cité par la radio publique.

Selon Dichter, qui a tenu ces propos devant la commission des Affaires étrangères et de la Défense de la Knesset, la majorité de ces extrémistes sont des colons de Cisjordanie.

« Le chef du Shin Beth a tenu des propos très clairs. Des dizaines de personnes, avec le soutien de quelque 150 autres, veulent la mort du premier ministre, son assassinat », a déclaré le député Ran Cohen (Meretz, opposition de gauche), membre de la commission.

« Ces personnes sont armées, elles se trouvent dans certaines colonies, il (le chef du Shin Beth) doit les ar-

rêter », a-t-il ajouté. Le Conseil des colonies de Judée Samarie (Cisjordanie) et Gaza, instance dirigeante des colons, a mal réagi aux propos de Dichter.

« S'il y a du vrai dans ses propos, le chef du Shin Beth est obligé d'agir sur-le-champ contre ceux qui complotent contre le premier ministre et ne pas se suffire à en informer la Knesset », affirme la direction des colons.

« Les déclarations à la Knesset n'arrêteront aucun assassin potentiel mais peuvent jeter l'opprobre sur un public entier, écrasé par la dictature de Sharon » ajoute le communiqué, soulignant que l'assassin du premier ministre travailliste Yitzhak Rabin (novembre 1995), qui avait négocié les accords d'Oslo (1993), n'était pas sorti de leurs rangs.

Les colons s'opposent farouchement au plan de retrait unilatéral de la bande de Gaza du premier

ministre israélien. Le gouvernement Sharon a pris la décision de principe début juin d'évacuer d'ici fin 2005 la bande de Gaza et ses 21 colonies ainsi que quatre colonies isolées de Cisjordanie.

Au début du mois de juillet, le ministre de la Sécurité intérieure, Tzahi Hanegbi, du Likoud, le parti de Sharon, avait mis en garde contre la menace d'un assassinat politique majeur en Israël par des extrémistes juifs.

La frontière libano-israélienne a été le théâtre entre-temps d'affrontements entre l'armée israélienne et le Hezbollah qui a fait trois morts, au lendemain de l'assassinat d'un dirigeant du mouvement chiite libanais dans un attentat à Beyrouth, attribué à Israël.

Des hélicoptères israéliens ont tiré des missiles air-sol sur des postes d'observation du Hezbollah à quelques centaines de mètres de la frontière.

ACURA RSX 2004
3,8% à la location et à l'achat*



LE SOLDE ESTIVAL ACURA. Beau taux pour en profiter !

Location à partir de
278\$* par mois
48 mois

Comptant	Paiement
2 668 \$	278 \$*
1 778 \$	298 \$*
0 \$	328 \$*

Incluant :

- moteur i-VTEC™ DACT
- système de coussins gonflables avant et latéraux
- chaîne stéréo AM/FM/CD à 4 haut-parleurs
- sièges sport avant à renforts haute densité
- climatisation automatique
- et beaucoup plus...

Transport et préparation inclus • Aucun dépôt de sécurité • Allocation de 96 000 km

ACURA

www.acura.ca

LUCIANI ACURA
4040, rue Jean-Talon O.
Montréal
(514) 340-1344
www.lucianiacura.com

ACURA BROSSARD
9100, boul. Taschereau O.
Brossard
(450) 659-1616
www.acurabrossard.com

ACURA DE LAVAL
2500, boul. Chomedey
Laval
(450) 682-4050
www.acuralaval.com

ACURA PLUS
255, boul. de la Seigneurie
Blainville
(450) 435-4455
www.acuraplus.com

GALERIES ACURA
7100, boul. Métropolitain E.
Anjou
(514) 354-8811
www.galeriesacura.com

ACURA GABRIEL
4648, boul. Saint-Jean
Dollard-des-Ormeaux
(514) 696-7777
www.gabriel.acura.com

LE TOUR DU GLOBE

BELGIQUE

Une ministre noire

Le troisième gouvernement Verhofstadt a pris les rênes de la Belgique hier, avec des nouvelles têtes, dont Gisèle Mandaila, première secrétaire d'État d'origine congolaise. Celle-ci occupera le poste de secrétaire d'État aux Familles et aux Handicapés. Âgée d'à peine 35 ans, M^{me} Mandaila est née en 1969 au Congo où elle a grandi jusqu'à l'âge de 11 ans avant d'arriver en Belgique en 1981. L'ascension a été météorique pour cette jeune mariée, forcée d'interrompre sa lune de miel en Grèce pour entrer au gouvernement. Jusqu'ici, Gisèle Mailanda était simple conseillère municipale libérale. AFP

SOUDAN

Le Darfour

Les plus grandes organisations caritatives de Grande-Bretagne ont lancé hier un appel en faveur du Darfour, dans l'ouest du Soudan, où plus d'un million de personnes ont dû quitter leurs foyers en raison de la violence. Des volontaires répondent à des appels sur 4000 lignes téléphoniques pour recevoir des donations du public choqué par les images des souffrances. Le ministre soudanais des Affaires étrangères, Moustafa Osmane Ismail a accusé l'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) de pousser le Conseil de sécurité de l'ONU à imposer des sanctions contre le Soudan. AFP

GRANDE-BRETAGNE

Extrême droite

Cinq hommes ont été arrêtés dans le nord de l'Angleterre après la diffusion le 15 juillet d'un documentaire de la BBC témoignant du racisme des dirigeants du parti britannique d'extrême droite BNP, a annoncé hier la police. Le film avait été tourné en secret par un reporter se faisant passer pour un sympathisant du British National Party, une formation qui a obtenu près de 5 % aux élections européennes de juin. On voyait dans le reportage un responsable local du BNP se vanter d'avoir battu un Asiatique à coups de pied jusqu'à ce que ses chaussures soient « pleines de taches de sang ». Le chef du parti, Nick Griffin, affirmait dans le même document que l'Islam était « une foi méchante et vicieuse ». AFP

ÉTATS-UNIS

Enquête sur Halliburton

Le groupe de services pétroliers Halliburton est visé par une nouvelle enquête fédérale sur de présumées activités illégales en Iran, ce qui met une fois de plus sous le feu des projecteurs l'entreprise longtemps dirigée par le vice-président américain Dick Cheney. Halliburton a lui-même annoncé être visé par cette nouvelle enquête, qui tombe mal pour le tandem Bush-Cheney, en position difficile dans les sondages à 15 semaines de l'élection présidentielle. Alors que le président américain vient de laisser entendre que Téhéran aurait pu prêter assistance à des terroristes du 11 septembre, son colistier risque d'être éclaboussé par une enquête soupçonnant du commerce illégal avec l'Iran. AFP

L'ONU demande à Israël de détruire le mur

D'APRÈS AP ET AFP

NEW YORK – L'Assemblée générale des Nations unies a adopté hier à une écrasante majorité une résolution demandant à Israël de se conformer au

jugement de la Cour internationale de justice (CIJ) et de démolir « la barrière de sécurité » actuellement en construction en Cisjordanie.

Cent cinquante représentants ont voté en faveur de la résolution, 6 vo-

tant contre dont les États-Unis, 10 se sont abstenus. La Ligue arabe et l'Union européenne ont adopté le texte modifié à l'issue de longues négociations. Le vote de l'Assemblée générale comme l'avis de la CIJ, ren-

du le 9 juillet, ne sont pas légalement contraignants mais ont une portée symbolique et morale.

L'Assemblée demande que des réparations soient aussi payées aux Palestiniens pour les dommages subis.



SOYEZ TOUJOURS GENTILS AVEC CEUX QUI JOUENT AU NOUVEAU

LOTTO 649

DES GROS LOTS PLUS GROS, PLUS SOUVENT

Ce soir,

9 000 000 \$*

*approximatif

18 ans +

www.lotto649.loto-quebec.com

LOTTO QUÉBEC

L'ÉVÉNEMENT DEUX MOIS GRATUITS BMW

Avec deux mois gratuits, elles partent vite, très, très vite.

Ne manquez pas votre chance. Modèles toujours disponibles.

Série 3	Série X
Série 5	Z4
Série 7	

Pour un temps limité, nous payons les deux premiers mois de location*.

*Un montant équivalent aux deux premières mensualités jusqu'à un maximum de 2500\$ taxes incluses sera remis lors de la livraison. Cette offre est applicable sur des locations de 36 mois pour les modèles 2004 excluant la Série 6 et les modèles M3 et M5. Les taux de location sont ceux offerts par Services Financiers BMW sur approbation de crédit uniquement. Le montant exigé à la signature du contrat inclut le dépôt requis, les frais de transport et de préparation, un dépôt de sécurité, l'enregistrement d'une hypothèque mobilière ainsi que la première mensualité. Les frais d'administration du concessionnaire sont facturés selon le concessionnaire et s'ajoutent aux sommes dues à la signature du contrat. Le coût de l'enregistrement du véhicule, les frais d'immatriculation, les options, l'assurance, les taxes applicables sur la dépot et sur les mensualités sont en sus. La mensualité varie selon le montant emprunté et le dépot/la valeur de la reprise. Le kilométrage annuel alloué varie selon le modèle du véhicule. Des frais peuvent être exigés pour usure excessive. Offre sujette à disponibilité.

Montréal BMW Canbec
4090, rue Jean-Talon Ouest
(514) 731-7871
www.bmwcanbec.com

Banlieue Ouest Automobiles Jalbert
16710, autoroute Transcanadienne Kirkland
(514) 695-6662
(514) 343-3413
www.jalbert-auto.qc.ca

BMW Laval
2450, boul. Chomedey
(450) 682-1212
(514) 990-2269
www.bmwlaval.com

Rive-Sud Park Avenue BMW
Nouvelle adresse
8400, boul. Taschereau Ouest
Brossard (450) 445-4555
Montréal (514) 875-4415
www.parkavenuebmw.com

ACTUALITÉS

À la défense des antidépresseurs

MATHIEU PERREAULT

La classe d'antidépresseurs soupçonnés de pousser les adolescents au suicide n'est pas plus dangereuse que les autres, affirme une nouvelle étude américaine. Les chercheurs de l'Université de Boston ont examiné 165 000 dossiers de patients britanniques, dont 6000 adolescents, et ont conclu qu'aucun des quatre antidépresseurs couramment prescrits ne présente un risque supplémentaire.

« Nous voulions vérifier s'il est exact que les antidépresseurs sont

plus risqués pour les adolescents que pour les adultes, et si les inhibiteurs sélectifs de la recapture de la sérotonine (ISRS) sont plus risqués », explique depuis Boston l'épidémiologiste Susan Jick, l'un des auteurs de l'étude publiée aujourd'hui dans le *Journal of the American Medical Association*. « Ce sont les deux thèses centrales de la controverse qui dure depuis quelques mois à propos des antidépresseurs. Nous avons découvert que dans les deux cas, le risque de suicide n'est pas augmenté », souligne-t-il.

Dans un éditorial accompagnant l'étude, un épidémiologiste britan-

nique avance que les ISRS sont peut-être plus souvent associés à des suicides parce qu'ils sont prescrits à des patients plus déprimés, donc plus à risque. Les autorités réglementaires américaines ont invoqué ce risque pour limiter et réviser les modalités de prescription des ISRS aux adolescents.

« Il est généralement reconnu que les médecins ont tendance à utiliser des médicaments plus récents pour traiter leurs patients plus malades, commente la D^{re} Jick. Nous n'avons pas vu cet effet dans notre étude parce que nous avons exclu les patients qui avaient déjà eu d'autres antidépresseurs, et qui avaient eu d'autres diagnostics médicaux que la dépression. Il est difficile de se prononcer sur l'hypothèse de l'éditorial parce que les données des essais cliniques qui ont soulevé la controverse sont encore secrètes. »

Les épidémiologistes bostoniens ont redoublé de prudence pour éviter d'être perçus comme des défenseurs de l'industrie pharmaceutique. Notamment, ils ont rapporté avoir eu des conversations avec des chercheurs de la compagnie GlaxoSmithKline, qui fabrique des ISRS.

« En fait, les gens de GlaxoSmithKline sont venus nous demander des conseils sur le design d'une de leurs études sur les antidépresseurs, dit la D^{re} Jick. Nous n'avons pas du tout discuté notre étude à ce moment. Puis, nous ne les avons plus revus. Mais il est exact que nous avons été payés par GlaxoSmithKline pour cette consultation. Quant à notre étude, elle a été financée par le Boston Collaborative Drug Surveillance Program, qui reçoit des fonds publics et privés, mais n'a pas reçu de fonds de GlaxoSmithKline depuis plusieurs années. »

EN BREF

E. coli : un mort à St-Eustache

Six cas d'intoxication à la bactérie E. coli ont été signalés à St-Eustache, dans les Laurentides, depuis le début du mois. Parmi les personnes intoxiquées, une en est morte après avoir consommé de la viande hachée contaminée. Le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a identifié un marché d'alimentation où trois de ces personnes intoxiquées avaient acheté la viande contaminée. Aucun autre cas d'intoxication n'a été rapporté depuis le 11 juillet. Les personnes malades ont souffert de gastro-entérite hémorragique. PC

Fin de la grève à Radio-Nord

Les employés de Radio-Nord Communications en Abitibi-Témiscamingue ont mis fin à une grève de plus de 20 mois en votant hier, dans une proportion de 96 %, en faveur d'une nouvelle convention collective et d'un protocole de retour au travail. Le contrat de travail de la cinquantaine de techniciens, journalistes et employés de bureaux des trois stations de télévision (TQS, SRC, TVA) et de deux radios privées de la région était échu depuis le 21 août 2001. Les employés étaient en grève depuis le 25 octobre 2002. La nouvelle convention collective, d'une durée de quatre ans, prévoit des hausses de salaire de 9 % à la signature et de 3 % pour les années subséquentes, pour un total de 23 %. PC

Bell dépose une offre finale

Bell Canada a déposé hier une offre finale à ses 7000 techniciens membre du Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier (SCEP). Plus tôt ce mois-ci, les syndiqués, qui travaillent en Ontario et au Québec, ont voté en faveur d'une grève de 72 heures si cela était nécessaire pour appuyer leurs revendications. Le SCEP entend déclencher cette grève dès 16 h, demain, s'il ne parvient pas à s'entendre avec la partie patronale. Nicolas Bérubé

Aquascutum

LONDON

SOLDE FIN DE SAISON

Sur une sélection de vêtements pour HOMME

	Prix Original	Soldé
Habits	895 \$	399 \$
Vestons	895 \$	399 \$
Tricots	375 \$	149 \$
Chemises	165 \$	79 \$
Blousons	695 \$	299 \$
Cravates	95 \$	39 \$

Promotion en vigueur jusqu'au 31 juillet 2004.
Quantités limitées
Aucun échange ni remboursement

OGILVY

4^e ÉTAGE, TÉL.: (514) 843-8428
STE-CATHERINE ET DE LA MONTAGNE
WWW.OGILVYCANADA.COM

Matelas et oreillers suédois



- Confectionné à partir d'un matériau unique, TEMPUR est un produit suédois approuvé par la NASA.
- L'un des 18 produits admis au Temple de la renommée de la technologie spatiale américaine
- Procure un sommeil plus profond, plus récupérateur en soulageant les points de pression.

- Idéal pour personnes stressées ou ayant des problèmes physiques (maux, articulaires, douleurs musculaires, etc.)

Comme si vous flottiez dans l'espace!



**BOUTIQUE
MULTI-MATELAS**
527 Notre-Dame
Repentigny
Tél.: (450) 582-0637
Sans frais : 1-877-582-0637

**Boutique
Tout pour le dos**
7-8780, boul. Saint-Laurent
Montréal QC
Tél.: (514) 383-1582
Sans frais : 1 800 268-1582
www.toutpourledos.com

**Expérience
Sommeil**
8025, boul. Taschereau
Brossard QC
Tél. : (450) 445-1216
Sans frais : 1 877 NAHTAJO



BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE

378 \$*

/MOIS, PENDANT 48 MOIS

LA TOUTE NOUVELLE

2005

VOLVO S40

LES TOUTES NOUVELLES VOLVO S40 ET V50 SONT ARRIVÉES

ALLEZ, AMUSEZ-VOUS.

AVEC LEUR DESIGN AVANT-GARDISTE À L'INTÉRIEUR COMME À L'EXTÉRIEUR, UN MOTEUR TURBO DE 218 CH ET LA TRACTION INTÉGRALE OFFERTS EN OPTION, ET LEUR TOUTE NOUVELLE ATTITUDE, LA S40 ET LA V50 2005 SE DISTINGUENT DE TOUS NOS PRÉCÉDENTS MODÈLES. SIMPLEMENT PARCE QUE NOUS LES AVONS CONÇUES POUR UNE TOUTE NOUVELLE GÉNÉRATION DE CONDUCTEURS DE VOLVO, EN LES ÉQUIPANT MÊME D'UN SYSTÈME AUDIO ULTRA-SOPHISTIQUE DOLBY PRO LOGIC[®] IIH DE 445 WATTS AVEC 13 HAUT-PARLEURS. MAIS NE VOUS LAISSEZ PAS TROMPER PAR LEUR NOUVELLE ALLURE : CE SONT QUAND MÊME D'AUTENTIQUES VOLVO. **LES TOUTES NOUVELLES VOLVO S40 ET V50 2005 SONT LANCÉES.**

VISITEZ LE SITE WWW.LANOUVELLEVOLVOS40.COM.

VOLVO

pour la vie

BIEN ÉQUIPÉE À PARTIR DE

378 \$*

/MOIS, PENDANT 48 MOIS

LA TOUTE NOUVELLE

2005

VOLVO V50



AUTOMOBILES CHICOINE INC.
855, rue Johnson, Saint-Hyacinthe
(450) 771-2305
www.volvochicoine.com

FRANKE VOLVO
180, rue Principale
Sainte-Agathe (819) 326-4775
www.frankevolvo.com

VOLVO DE BROSSARD
9405, boul. Taschereau
Brossard (450) 659-6688
www.volvobrossard.net

JOHN SCOTTI AUTO LTÉE
4315, boul. Métropolitain Est
Saint-Léonard (514) 725-9394
www.johnscottivolvo.com

VOLVO POINTE-CLAIRE
15, Auto Plaza, Pointe-Claire
(514) 630-3666
www.volvo-pointeclaire.com

UPTOWN VOLVO
4900, rue Paré, Montréal
(514) 737-6666
www.uptown-volvo.com

VOLVO LAVAL
2350, boul. Chomedey
Laval (450) 682-3336
www.volvodelaval.com

* Le PDSF d'une S40 2.4i/V50 2.4i 2005 commence à 29 995 \$/31 495 \$. Promotion d'une durée limitée offerte aux clients admissibles seulement par les concessionnaires Volvo participants et les Services financiers d'Automobiles Volvo du Canada, sur approbation du crédit. Exemple de crédit-bail pour une S40 2.4i/V50 2.4i 2005 (incluant les frais de transport et de livraison de 1 275 \$) : 377,81 \$/377,94 \$ par mois, bail de 48 mois, acompte de 2 500 \$/3 400 \$. Total des mensualités : 18 134,88 \$/18 141,12 \$. Valeur de rachat en fin de bail : 14 817,60 \$/15 537,60 \$. Les mensualités peuvent varier selon les équipements optionnels choisis. Première mensualité et dépôt de garantie remboursable de 450 \$/450 \$ dus à la signature du bail. Allocation de 20 000 km par an (0,08 \$ par km supplémentaire). Taux d'intérêt annuel : 4,8 %/4,8 %. Taxes, immatriculation, assurance, inscription au RDPRM et frais d'administration en sus. Le concessionnaire peut vendre/louer à un prix inférieur. L'offre prend fin le 31 juillet 2004. Certaines conditions s'appliquent. *Dolby et Pro Logic sont la propriété de Dolby Laboratories. © 2004 Automobiles Volvo du Canada Ltée. • Volvo pour la vie • est une marque déposée utilisée sous licence par Automobiles Volvo du Canada Ltée. Pensez à toujours boucler votre ceinture de sécurité.

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Éric Trottier > Directeur de l'information André Pratte > Editorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAUX

Deuxième essai



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

En accédant au poste prestigieux de ministre des Affaires étrangères, Pierre Pettigrew réalise un vieux rêve. Mais son départ des portefeuilles clés de la Santé et des Affaires intergouvernementales signifie-t-il la mort de l'autre rêve qu'il caressait lors de son entrée en politique fédérale il y a huit ans, celui de changer la culture d'affrontement entre Ottawa et les provinces, en particulier le Québec ? C'est l'inquiétude principale que suscite le remaniement ministériel annoncé hier par le premier ministre Paul Martin.

La conclusion d'une entente fédérale-provinciale sur la santé sera le grand test du gouvernement de M. Martin. Au cours de son bref

La grande préoccupation du nouveau cabinet sera évidemment de mettre en place des conditions favorables à un nouveau scrutin.

mandat à la Santé, Pierre Pettigrew avait mis de l'avant une approche à la fois ambitieuse sur le plan national et respectueuse des préoccupations des provinces. Mais M. Pettigrew a fait face à beaucoup de résistance dans le gouvernement, jusqu'au sein du bureau du premier ministre.

C'est Ujjal Dosanjh qui hérite aujourd'hui du ministère de la Santé. M. Dosanjh a été brièvement premier ministre de la Colombie-Britannique, mais cela ne garantit pas qu'il soit vacciné contre la tentation centralisatrice. Dorénavant responsable des Affaires intergouvernementales, Lucienne Robillard devra freiner les réflexes tentaculaires de la machine fédérale. On sait que Mme Robillard partage l'approche de M. Pettigrew ; aura-t-elle suffisamment de poids au cabinet ?

Elle pourra compter sur l'appui de Jean Lapierre, qui semble devoir jouer un rôle très important au cabinet. Mais là encore, il faudra voir de quelle influence réelle joui-

ra M. Lapierre, étant donné la grogne qu'a apparemment suscité son retour au Parti libéral. En définitive, c'est le premier ministre qui devra trancher. Désormais, M. Martin ne pourra plus ménager la chèvre et le chou, promettre tout à l'Est et son contraire à l'Ouest.

M. Martin et ses ministres québécois devront consacrer beaucoup d'énergie au renouvellement de l'approche des libéraux fédéraux à l'endroit du Québec. Il s'agit d'un dossier délicat, qui exigera à la fois ouverture, audace et doigté.

M. Martin et ses ministres québécois devront consacrer beaucoup d'énergie au renouvellement de l'approche des libéraux fédéraux à l'endroit du Québec. Il s'agit d'un dossier délicat, qui exigera à la fois ouverture, audace et doigté.

Pour le reste, le cabinet présenté hier par le premier ministre nous paraît assez solide. La confirmation du pragmatique Ralph Goodale aux Finances est un gage d'une prudence fiscale qui reste essentielle. La nomination de Stéphane Dion à l'Environnement est également une excellente nouvelle : M. Dion mettra au service de ce dossier une rigueur qu'on ne peut lui contester.

Pierre Pettigrew fera certainement un excellent ministre des Affaires étrangères. Le duo qu'il formera avec Bill Graham (Défense) pourrait redonner à la politique extérieure du Canada l'originalité et la crédibilité qui l'a caractérisée à l'époque de Lester Pearson, et plus récemment à celle de Lloyd Axworthy.

Les recrues Ken Dryden, David Emerson et Scott Brison apportent tous trois au cabinet une bonne dose de sang neuf et de talent.

La grande préoccupation du nouveau cabinet sera évidemment de mettre en place des conditions favorables à un nouveau scrutin qui accorderait la majorité des sièges au Parti libéral. Les attentes des Canadiens nous semblent assez claires. Ils veulent que Paul Martin gouverne le Canada comme il a toujours promis de le faire : fixer des objectifs ambitieux et clairs ; obtenir l'adhésion des partenaires du gouvernement, en particulier des provinces ; atteindre ces objectifs.

Pendant ses premiers mois à la tête du gouvernement, M. Martin a beaucoup déçu sur ces trois plans. Le premier ministre et son nouveau cabinet bénéficient maintenant d'une deuxième chance. S'ils la gaspillent, il est peu probable que les électeurs le leur pardonneront.

L'incident



mroy@lapresse.ca
MARIO ROY

Qu'il parle ou qu'il agisse, le premier ministre israélien, Ariel Sharon, possède à fond l'art de déclencher la pagaille. Son appel aux juifs français, qu'il voit victimes d'un « antisémitisme déchaîné », à partir en masse vers Israël a encore refroidi les relations entre la France et l'État hébreu, déjà glaciales. N'est-ce pas Charles de Gaulle qui, en 1967, parlait des juifs comme étant « un peuple d'élite, sûr de lui et dominateur » ? Et un vice-ministre israélien des Affaires étrangères qui, en 2002, décrivait la France comme « le pire pays occidental »

Les juifs français sont d'abord français, disent-ils. Ce qui peut être ardu à saisir pour Ariel Sharon.

pour ce qui est de l'agitation antisémite ?

Hier, des deux côtés, on tentait — avec assez peu de succès — de minimiser l'incident.

Or, des deux côtés aussi et nonobstant l'imbuvable personnalité de Sharon, il existe de bonnes et de mauvaises raisons expliquant la méfiance mutuelle. Des raisons ancrées dans l'Histoire et dans la politique.

D'abord, en matière d'antisémitisme, de la France a un lourd passé à traîner. De sorte que le moindre incident à connotation anti-juive resuscite de lugubres images. Comme un fait exprès, ce type d'incident est réellement en hausse.

Au cours des six premiers mois de 2004, on a recensé 135 actes de cette nature, davantage que pour toute l'année précédente. Depuis quatre ans, entre 60 et 80 % des crimes racistes sont perpétrés contre des juifs. Or, ils ne sont que 600 000 en France, contre plus ou moins 5 millions de musulmans.

Bien entendu, les Israéliens sont prompts à relier la nature de la politique étrangère de la France à la présence sur son territoire d'une forte population musulmane, qu'il s'agit de ne pas bousculer.

Dans quelle mesure est-ce exact ? Difficile à dire.

Mais on serait plutôt tenté d'expliquer par des motifs historiques, par une forme de conservatisme typiquement français, ainsi que par... l'intérêt pur et simple, les positions traditionnellement pro-arabes — c'est-à-dire en faveur des pouvoirs arabes — de la France. Sa persistance, par exemple, à appuyer Yasser Arafat alors que les Palestiniens eux-mêmes le prennent de plus en plus en grippe. Tout comme François Mitterrand n'était pas certain de se réjouir de la chute du Mur, celui de Berlin, il y a 25 ans...

Il reste que, en face, Ariel Sharon a son agenda, lui aussi.

Bien entendu, les Israéliens sont prompts à relier la nature de la politique étrangère de la France à la présence sur son territoire d'une forte population musulmane, qu'il s'agit de ne pas bousculer.

Dans quelle mesure est-ce exact ? Difficile à dire.

Mais on serait plutôt tenté d'expliquer par des motifs historiques, par une forme de conservatisme typiquement français, ainsi que par... l'intérêt pur et simple, les positions traditionnellement pro-arabes — c'est-à-dire en faveur des pouvoirs arabes — de la France. Sa persistance, par exemple, à appuyer Yasser Arafat alors que les Palestiniens eux-mêmes le prennent de plus en plus en grippe. Tout comme François Mitterrand n'était pas certain de se réjouir de la chute du Mur, celui de Berlin, il y a 25 ans...

Il reste que, en face, Ariel Sharon a son agenda, lui aussi.

Le retour des juifs de la diaspora en terre biblique y figure en bonne place, pour des motifs de nature démographique évidents. D'où l'appel à l'« Aliya » lancé aux juifs français. Ceux-ci constituent la deuxième plus grande source potentielle d'immigration, après les juifs américains. Mais ils ne succombent pas en masse à l'attrait de l'État hébreu : autour de 2500 départs par année depuis 2001.

Les juifs français sont d'abord français, ont-ils eux-mêmes rappelé depuis trois jours. Ce qui peut être ardu à comprendre pour un homme comme Sharon, emprisonné comme il l'est dans un cercle vicieux de l'Histoire.

Le retour des juifs de la diaspora en terre biblique y figure en bonne place, pour des motifs de nature démographique évidents. D'où l'appel à l'« Aliya » lancé aux juifs français. Ceux-ci constituent la deuxième plus grande source potentielle d'immigration, après les juifs américains. Mais ils ne succombent pas en masse à l'attrait de l'État hébreu : autour de 2500 départs par année depuis 2001.

Les juifs français sont d'abord français, ont-ils eux-mêmes rappelé depuis trois jours. Ce qui peut être ardu à comprendre pour un homme comme Sharon, emprisonné comme il l'est dans un cercle vicieux de l'Histoire.

Chapeau en vacances

SONDAGE:
 65% INSATISFAITS DE CHAREST, 61% INSATISFAITS DE MARTIN



serge.chapeau@lapresse.ca

EN REPRISE

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

LA BOÎTE AUX LETTRES

Un nouveau départ

Au bout du compte c'est ce gouvernement minoritaire, choisi démocratiquement, que tous les citoyens du pays vont un certain temps observer. J'écoutais sur les ondes de Radio-Canada quelques citoyens intolérants rejeter les choix de Paul Martin pour former son cabinet. Sans nuances chez eux tout ou presque était à rejeter sans examen. Pourquoi le fait d'être souverainiste empêche-t-il les nuances et l'observation du travail de ces nouveaux ministres dont plusieurs méritent leur chance et dont on ne peut nier à l'avance le désir sincère de bien servir les citoyens ? À trop vouloir la confrontation, on risque parfois de perdre toute crédibilité.

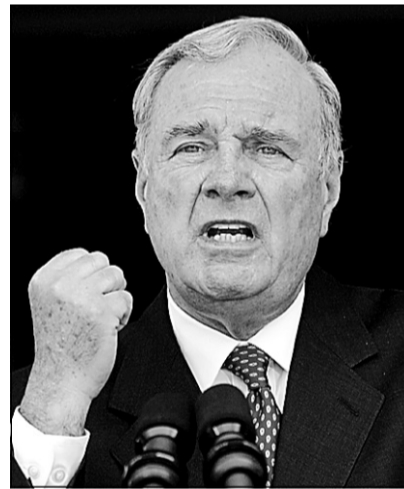


PHOTO CHRIS WATTIE, REUTERS

Paul Martin

constitutionnelle. Denis Coderre méditera sur sa vocation de bouc-émissaire. Denis Paradis sera définitivement oubliée et, finalement, Paul Martin apprendra peut-être à devenir premier ministre. Quant aux ministres anglophones, je ne doute pas qu'ils soient aussi bons que les ministres francophones...

Michel Lebel
 Entrelacs

Baucoup de travail

Le retour de Pettigrew et Dion ne va certainement pas augmenter la popularité des libéraux au Québec, le départ de Denis

Coderre était à prévoir, donc pas de surprise de ce côté. Le scandale des commandites est encore frais à la mémoire des Québécois et ce n'est certainement pas la nomination de Pettigrew et Dion qui va le faire oublier, le problème des libéraux va être de faire toute la lumière sur le scandale des commandites et de reconquérir la crédibilité qu'ils ont perdue au Québec, sinon aux prochaines élections ils vont subir une défaite plus cuisante que celle du 28 juin dernier. Les stratèges libéraux et les faiseurs d'image ont beaucoup de travail pour reconquérir les Québécois.

Bernard Lavallée

Quelle Liza Frulla ?

Il y a une dizaine d'années, Liza Frulla était notre ministre de la Culture à Québec. Elle réclamait alors, on s'en souvient, les pleins pouvoirs pour le Québec en matière de culture. Elle y mettait toute la force de conviction dont elle est capable. Mme Frulla vient d'être nommée ministre du Patrimoine à Ottawa, c'est-à-dire, en clair, ministre de la Culture. Que nous montrera-t-elle maintenant ? Sa position québécoise maintenue ou sa veste retournée ?

Guy Bouthillier
 Montréal, arr. Outremont

À propos de Julie

BRIGITTE BRUNEAU
 L'auteure est psychoéducatrice à la Maison des jeunes de L'Assomption.

Une adolescente qui quitte tous les jours son milieu familial pour pouvoir se détacher des parents et devenir ce qu'elle est appelée à devenir, c'est dans l'ordre des choses. Le contraire serait alarmant. Et si ce milieu familial a joué dans les premières années de l'enfant son rôle de port d'attache, l'adolescent y revient aussi tous les jours (ou presque) ne serait-ce que pour y retrouver un havre de repos, sa chambre et sa famille, qui lui permettra de faire la synthèse des expériences vécues.

Lorsque ce havre fait défaut à la maison, plusieurs adolescents se mettent à la recherche d'un lieu d'appartenance et de figures adultes significatives qui rendront le « grandir » possible. Ce qui devrait nous

questionner toutefois dans l'histoire de Julie, c'est ce manque de lien avec sa famille, ses amis(es) et sa communauté malgré ce qu'eux en pensaient, manque d'attache qui lui a permis de tout laisser et de partir.

Ce manque de lien avec l'autre a trouvé écho il me semble dans la souffrance de la jeune fille qui aurait transité par un réseau qui flirtait avec drogue et prostitution à Montréal, qui aurait pensé au suicide et qui aurait senti sa vie menacée. Une adolescente ne passe pas par ces expériences et ces états si elle identifie une porte de sortie, une terre d'accueil et ce peu importe ce qu'en dise les proches. Heureusement, une volonté de s'en sortir et une bonne intuition ont permis à Julie qu'elle s'éloigne du danger et qu'elle rencontre un Samaritain qui a joué la carte de la protection.

Les défis ne manqueront pas dans les prochains mois pour la jeune

femme : personnellement, je lui souhaite de retourner en Beauce si les liens qu'elle a créés là-bas sont de réelles attaches. Elle devra toutefois tenir bon pour maintenir ces liens car tous et toutes n'auront pas la même opinion de l'histoire et les regards posés sur elle seront différents. Elle devra aussi penser à ce qu'elle veut faire de sa vie. Le réel défi de sa vie va commencer avec des regards qui la questionneront davantage et des comptes rendus à faire.

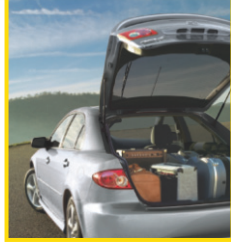
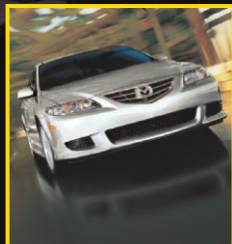
En ce qui concerne une rencontre avec sa famille d'origine, je doute fort que ça revienne « comme avant » puisque le « avant » était très menaçant pour Julie. Mais il pourrait y avoir un début de lien avec les parents et la fratrie qui ne la connaissent pas vraiment...

Les adolescents sont des mutants. Ils sont porteurs d'expériences et de solutions qui nous déroutent parfois. En tant que membres de la communauté élargie qu'est le Québec, pourrions-nous les accompagner et s'assurer qu'ils ne soient pas seuls dans leur odysée ?

BERLINE | SPORT | FAMILIALE SPORT

Mazda 6

vroum-vroum



CONÇUES POUR MORDRE LA ROUTE. ET TRANSPORTER TOUT CE QUE VOUS VOULEZ.

CARACTÉRISTIQUES DE SÉRIE : • Moteur 4 cyl. de 2,3 L à DACT et 16 soupapes ou moteur V6 de 3,0 L à DACT et 24 soupapes • Freins à disque assistés aux 4 roues • Freins antiblocage • Système antipatinage • Climatiseur • Glaces, verrouillage des portes et rétroviseurs à commande électrique • Télédéverrouillage • Sièges arrière à dossiers 60-40 rabattables avec accoudoir central • Colonne de direction inclinable et télescopique • Régulateur de vitesse avec commandes montées sur le volant



ASSOCIATION DES JOURNALISTES
AUTOMOBILE DU CANADA

Prix AJAC Voiture de l'année 2004
Meilleur véhicule à vocation familiale



Modèle GT-V6 illustré



Modèle GT-I4 illustré



Modèle GS-V6 GFX illustré

Obtenez

2,8%

de financement à l'achat
jusqu'à 60 mois[†]

Mazda 6 GS 2004

Achetez à partir de

24 395 \$*

-OU-

Louez à partir de

268 \$

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 395 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Mazda 6 SPORT GS - 5 PORTES 2004

Achetez à partir de

25 495 \$*

-OU-

Louez à partir de

288 \$

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 395 \$
0 \$ dépôt de sécurité

Mazda 6 FAMILIALE SPORT GS-V6 2004

Achetez à partir de

26 995 \$*

-OU-

Louez à partir de

298 \$

par mois, pour 48 mois**
Transport et préparation inclus
Comptant initial de 2 395 \$
0 \$ dépôt de sécurité



NOTRE ENGAGEMENT VOUS CERTIFIE QUE VOTRE NOUVELLE MAZDA EST INSPECTÉE, REÇOIT DES PROTÈGE-TAPIS ET UN PLEIN D'ESSENCE À LA LIVRAISON.
GARANTIE LEADERSHIP MAZDA
Garantie complète de 3 ans ou 80 000 km et de 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur.
ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES MAZDA
Renseignez-vous sur le programme d'assistance routière Mazda, offert gratuitement avec toute nouvelle Mazda.



Mazda

www.mazda.ca



Vous trouverez beaucoup **plus** chez vos concessionnaires Mazda du Québec.

INFORMEZ-VOUS AU SUJET DU PROGRAMME MAZDA POUR LES DIPLOMÉS.
*Financement à l'achat aux particuliers de 2,8% jusqu'à 60 mois sur les berlines Mazda6, les Mazda6 Sport et les Mazda6 Familiales Sport 2004 neuves. Financement consenti par l'entremise de la Banque Scotia. Sur approbation du crédit. Autres taux et termes de financement disponibles. **Offres réservées aux particuliers et portant sur le prix de base des berlines Mazda6 GS-I4 2004 (modèle G4UD54A00), des Mazda6 Familiales Sport GS-I4 2004 (modèle G5D54A00) et des Mazda6 Sport GS-I4 2004 (modèle G5D54A00) neuves. Frais de transport et préparation (P25), immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. ***Frais de location personnalisée Mazda: offres portant uniquement sur la location ou détail des Mazda6 GS-I4 2004 (modèle G4UD54A00), des Mazda6 Familiales Sport 2004 (modèle G5D54A00) et des Mazda6 Sport GS-I4 2004 (modèle G5D54A00) neuves. Comptant initial ou échange équivalent à prêter, versement mensuel exigé. Avant dépôt de sécurité requise. Location avec limite de 100 000 km disponible. Location avec limite de 80 000 km. Frais de B.C. le km additionnel. Location avec limite de 100 000 km disponible. Immatriculation, assurances, taxes et frais d'inscription ou registre des droits personnels et réels mobiliers (RDPRM) en sus. Les modèles illustrés peuvent différer et sont illustrés à titre indicatif seulement. Certains équipements illustrés peuvent être offerts en option ou de série sur d'autres modèles. Les véhicules peuvent varier selon les concessionnaires. Les concessionnaires participant pour les détails. Avez-vous combiné d'offrir possible. Offres d'une durée limitée à compter du 1^{er} juillet 2004.